



# L'ÉQUIPE

## CO-DIRECTEURS

Anaïs BERHOU

Robinson CHABOT-AGNESINA

Théo GALDEANO

Lilou THIBERT

## FONDATRICE

Marine BUSSON

## RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES

Anaïs BERHOU

Bhuvaneshram CODANDARAMANE

Benjamin SIGAUD

Maïli MORIN

Camille RINUCCINI

Clara BAILLY

Julie BOUDJEMAI

Klervie LE CORRE

Naomi LORENDEAU

Théo ALEJANDRE

Eva BELZ

Robinson CHABOT-AGNESINA

Théo GALDEANO

Nina LAFON

Axel DANTIN

Louna BOBINSKI

Sarah GRUAND

Jade CAYZAC

Lilou THIBERT

## CONCEPTION COUVERTURE

Laura ALMEIDA

financé par le FSDIE



# DIPLO'DOCUS

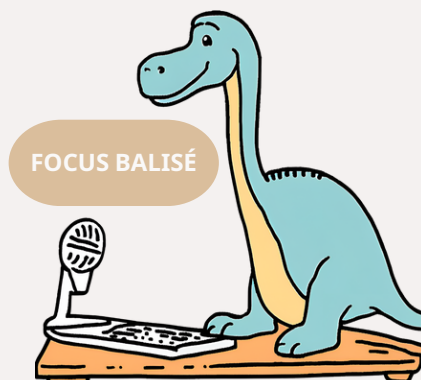
Bonjour à tous,

Vêtue de son nouveau costume, composée de fougueux rédacteurs autant brillants que soucieux de vous ravir, **La Balise Diplomatique** a à cœur de vous relater les victoires, les maux et les espoirs que notre monde gagne, subit et auxquels il aspire.

Après un premier épisode du format **Le Grand Oratoire**, la revue vous présente un nouvel épisode de son podcast **Diplo'Docus**, cette fois dans le format **Focus Balisé**. Dans ce podcast, constitué de plusieurs rubriques, ses animateurs vous proposent de revivre les discours qui ont marqué notre histoire, de débattre autour de sujets brûlants et enfin d'approfondir des questions d'actualité. Le Grand Oratoire, le Bureau des controverses ou le Focus Balisé, ces formats sauront stimuler votre curiosité.

Disponibles sur les plateformes *Spotify*, *ApplePodcast* et *Deezer*, ne manquez pas le nouvel épisode. Au cœur du trafic international de cocaïne, un trafiquant commence un long périple, depuis les plantations de coca en Colombie jusqu'aux côtes européennes, en passant par les routes sinueuses de l'Afrique de l'Ouest. Au cœur de ce commerce illicite, corruption endémique, alliances douteuses et dangers constants se croisent. De la traversée maritime sous la menace des lois internationales aux routes terrestres à travers la Mauritanie, bastion du salafisme insurrectionnel, ce voyage dévoile la réalité d'un monde clandestin.

Nous remercions **Kiara Neri**, professeur de droit public et co-directrice du centre de droit international à Lyon 3 pour son aide.



# L'EDITO DES DIRECTEURS

Chères lectrices, chers lecteurs,

Pour cette troisième édition de l'année 2025, La Balise Diplomatique poursuit sa mission d'analyse des dynamiques internationales. Ce numéro vous propose des articles revenant sur les tensions, les évolutions politiques et les luttes sociales à travers les continents.

Zoom sur l'Afrique du Nord. En Libye, l'instabilité politique et sécuritaire se prolonge, malgré les multiples médiations internationales. Les relations déjà tendues entre l'Algérie et le Maroc se durcissent autour de la gestion de l'eau, ressource stratégique, exacerbée par les effets du changement climatique.

Sur le continent américain, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche marque une inflexion majeure. L'opposition peine à se structurer face à une administration plus radicale que jamais.

La guerre en Ukraine continue de redéfinir les priorités stratégiques. L'Union européenne, poussée par le désengagement américain, accélère sa quête d'autonomie militaire. Tandis que l'Allemagne s'apprête à écrire une nouvelle page politique avec Friedrich Merz, le débat sur la souveraineté européenne gagne en intensité.

En Asie centrale le Kirghizistan et le Tadjikistan ont enfin signé un accord de paix. À l'inverse, la Biélorussie de Loukachenko et l'Azerbaïdjan de l'après-Artsakh cristallisent les ambitions russes.

L'Amérique latine n'est pas en reste. Le Pérou plonge dans un climat d'urgence sécuritaire, la Bolivie fait face à de nouvelles contestations et le Nicaragua acte son isolement diplomatique en se retirant du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. À Belém, au Brésil, la construction d'une autoroute soulève la controverse alors même que la ville s'apprête à accueillir la COP 30.

Les crises s'accumulent en indopacifique : chute de la roupie indonésienne, instabilité économique, et un procès historique devant la CPI contre l'ancien président philippin Duterte, relançant les débats sur la justice internationale.

Enfin, au Moyen-Orient, la mort du reporter Hossam Shabat illustre l'omniprésence de la violence touchant la région. À Bagdad, la mobilisation des femmes contre la réforme du statut personnel montre qu'au-delà des conflits, la résistance civile demeure vive.

Entre instabilités régionales et espoirs diplomatiques, ce numéro vous propose un panorama synthétique et nuancé d'un monde en perpétuelle évolution.

Bonne lecture !

# MAPPE



**AMÉRIQUE DU NORD**

**EUROPE**



**AMÉRIQUE LATINE**



**AFRIQUE**

# MONDE



**EURASIE**

**INDOPACIFIQUE**

**PROCHE ET MOYEN-ORIENT**

# SOMMAIRE

## **AFRIQUE** ..... 8

*LIBYE : TENSIONS POLITIQUES, CRISES MIGRATOIRES ET MENACES SUR LES DROITS HUMAINS*

*MAROC-ALGÉRIE : L'EAU, NOUVEL ÉPICENTRE D'UN VIEUX CONFLIT ?*

## **AMÉRIQUE DU NORD** ..... 12

*TENSION ENTRE LE GROENLAND ET LES ÉTATS UNIS*

*L'OPPOSITION AMÉRICAINE FACE À DONALD TRUMP : UNE VOIX ÉTOUFFÉE ET UN LEADERSHIP AFFAIBLI DANS UN CLIMAT POLITIQUE FRACTURÉ*

*ESCALADE DES TENSIONS ENTRE LES REBELLES HOUTHIS ET LES ÉTATS-UNIS*

## **AMÉRIQUE LATINE** ..... 21

*L'ÉTAT D'URGENCE DÉCLARÉ À LIMA*

*UNE NOUVELLE AUTOROUTE AU COEUR DE L'AMAZONIE*

*L'ARGENTINE CHERCHE UN NOUVEL ACCORD AVEC LE FMI*

*LE NICARAGUA SE RETIRE DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU*

## **EURASIE** ..... 29

*RUSSIE : L'AUBAINE DU RAPPROCHEMENT AVEC WASHINGTON SOUS L'ADMINISTRATION TRUMP*

*KIRGHIZISTAN - TADJIKISTAN : UN ACCORD FRONTALIER HISTORIQUE POUR UNE PAIX FRAGILE*

*L' « ÉTRANGER PROCHE » DE LA RUSSIE : UNE DICHOTOMIE POLITIQUE*

*ACCORD DE PAIX HISTORIQUE ENTRE L'ARMÉNIE ET L'AZERBAÏDJAN*

## **EUROPE** ..... 38

*LIVRE BLANC EUROPÉEN : POUR UNE DÉFENSE EUROPÉENNE AUTONOME ?*

*ALLEMAGNE : LE BUNDESTAG TOUT JUSTE CONSTITUÉ, BERLIN RÉFORME SA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET DE DÉFENSE*

**INDOPACIFIQUE** ..... 4(

*INDONÉSIE, L'INCERTITUDE POLITIQUE ET FISCALE QUI RAPPELLE LA CRISE DE 1998*

*PHILIPPINES : RETOUR SUR L'AFFAIRE DUTERTE*

**PROCHE ET MOYEN ORIENT** ..... 50

*LE PRIX DE L'INFORMATION : ÊTRE REPORTER À GAZA*

*EN IRAK, LE PROJET DE MODIFICATION LÉGISLATIVE DE LA LOI SUR LE STATUT PERSONNEL DE 1959, UN RISQUE DE REcul POUR LES DROITS DES FEMMES ?*



## LIBYE : TENSIONS POLITIQUES, CRISES MIGRATOIRES ET MENACES SUR LES DROITS HUMAINS

Anaïs BERHOU

La Libye reste en proie à une instabilité politique et sécuritaire depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011. Malgré les efforts diplomatiques déployés par divers acteurs internationaux et régionaux, le pays demeure profondément divisé et fait face à de multiples défis : rivalités entre factions, crise migratoire, restrictions imposées aux organisations non gouvernementales et révélations sur des pratiques de surveillance à l'encontre des militants des droits humains. Un état des lieux de la situation actuelle dans ce pays d'Afrique du Nord est nécessaire.



### LA RIVALITÉ POLITIQUE ET L'ÉCHEC DES TENTATIVES DE RÉCONCILIATION

Depuis l'effondrement du régime Kadhafi, la Libye se retrouve avec deux pôles de pouvoir concurrents. D'un côté, le gouvernement d'entente nationale à Tripoli, soutenu par une partie de la communauté internationale. De l'autre, un gouvernement rival dans l'Est du pays, lié à des forces militaires indépendantes. Cette division complique sérieusement la mise en place d'une véritable feuille de route politique. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, lors de sa 1244<sup>e</sup> réunion, a souligné dans un communiqué l'importance d'un « dialogue inclusif ». Cette instance plaide pour une conciliation élargie à tous les acteurs libyens, y compris la société civile et les groupes armés, afin de mettre un terme aux violences sporadiques et de stabiliser le pays. Les tentatives internationales pour organiser des élections ou former un gouvernement unifié se heurtent néanmoins aux rivalités claniques et aux ingérences étrangères, notamment autour des richesses pétrolières qui attisent les convoitises.

## UNE CRISE MIGRATOIRE PERSISTANTE ET DES ONG SOUS PRESSION

Les côtes libyennes constituent un point de passage majeur pour les migrants souhaitant gagner l'Europe. Le pays est ainsi au centre d'une crise migratoire complexe. En mars 2025, l'ONG SOS Méditerranée a mené une opération de sauvetage et est venue en aide à 25 migrants en difficulté au large des côtes libyennes. Dans ce contexte, la décision récente du gouvernement libyen de suspendre dix ONG internationales, accusées « d'activités hostiles », suscite l'inquiétude. En effet, sans le concours de ces organisations, la prise en charge des populations vulnérables se trouve lourdement compromise. Les ONG dénoncent une nouvelle entrave à leur mission et redoutent une aggravation des conditions de vie sur place.

## DES MILITANTS VISÉS PAR DES LOGICIELS ESPIONS

La Libye figure également au cœur d'un autre enjeu sensible : la surveillance et la répression présumées des défenseurs des droits humains. Le journal britannique The Guardian a mis en évidence plusieurs enquêtes portant sur l'emploi d'un logiciel espion israélien à l'encontre de militants italiens, dont David Yambio, engagé contre l'accord migratoire entre l'Italie et la Libye. Ces manœuvres de surveillance ciblées viseraient à réduire au silence les voix critiques. David Yambio aurait même alerté la Cour pénale internationale après avoir découvert qu'il était espionné. Cette affaire met en lumière la complexité des liens entre les politiques migratoires européennes et la situation libyenne, tout en soulevant des interrogations sur le recours à des outils de cybersurveillance potentiellement abusifs. Des voix s'élèvent pour réclamer une réglementation internationale plus stricte afin de protéger les militants et les organisations engagées dans la défense des droits humains.

## L'IMPASSE DIPLOMATIQUE ET LES PERSPECTIVES DE SORTIE DE CRISE

La situation politique en Libye reste profondément bloquée par des divisions internes, particulièrement entre les différentes factions qui contrôlent chacune une partie du territoire. Les Nations unies, l'Union européenne et l'Union africaine cherchent à promouvoir un dialogue permettant de surmonter les rivalités internes. L'émergence d'une voie politique commune et solide est retardée par les luttes d'influence. Elles sont parfois menées par des soutiens étrangers, chacun poursuivant ses propres intérêts. Afin de rétablir une stabilité, plusieurs axes sont envisageables. D'abord, un véritable dialogue inter-libyen doit être mis en œuvre, avec la participation active de la société civile. Un soutien accru aux institutions étatiques est aussi nécessaire pour consolider un État de droit et garantir la sécurité. Parallèlement, une régulation renforcée des technologies de surveillance est indispensable pour préserver les libertés fondamentales. Enfin, la collaboration avec les ONG demeure cruciale pour apporter une aide humanitaire aux populations et tenter de maîtriser les flux migratoires.

Les initiatives de l'Union africaine, le travail des ONG et les enquêtes journalistiques soulignent la nécessité d'un dialogue inclusif, d'une coopération internationale et du renforcement des institutions libyennes. Malgré l'ampleur des défis, la perspective d'une paix durable n'est pas hors de portée. Elle repose sur une volonté politique commune, l'accent mis sur la protection des individus et l'engagement à trouver des solutions viables pour l'ensemble des acteurs concernés.

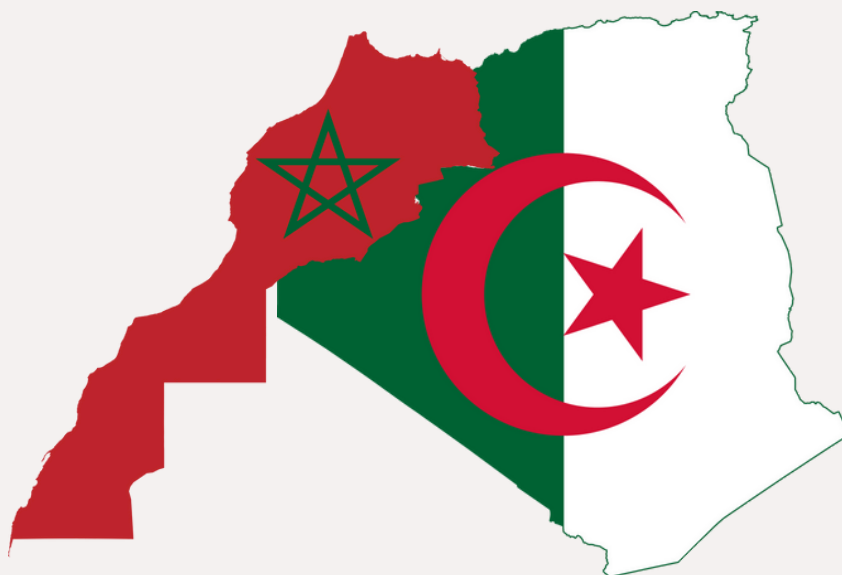
## MAROC-ALGÉRIE : L'EAU, NOUVEL ÉPICENTRE D'UN VIEUX CONFLIT ?

*Bhuvaneshram CODANDARAMANE*

Alors que le changement climatique accentue la rareté de l'eau au Maghreb, les relations déjà tendues entre le Maroc et l'Algérie se cristallisent autour d'un enjeu stratégique : l'accès et le contrôle des ressources hydriques.

### UNE RIVIÈRE, DEUX NATIONS : L'OUED GUIR SOUS TENSION

L'Oued Guir, prenant source dans le Haut Atlas marocain et alimentant le sud-ouest algérien, est au cœur d'un différend croissant. L'Algérie accuse le Maroc d'exploiter excessivement cette ressource en amont, entraînant une réduction significative du débit en aval et exacerbant la crise hydrique dans certaines régions algériennes. L'élément déclencheur de cette dispute est la construction par le Maroc du barrage de Kaddoussa, d'une capacité de 220 millions de mètres cubes. Alger estime qu'il affaiblit le débit en eau du barrage de Jorf Lasfar, essentiel pour la région de Béchar. Les médias algériens ont même évoqué une catastrophe environnementale signalant la mort de poissons, la migration d'oiseaux et de grandes difficultés d'accès à l'eau pour les populations locales. Des quartiers de Béchar ne recevaient de l'eau qu'une fois tous les dix jours selon le média algérien.



### EAU ET STRATÉGIE : UN LEVIER DIPLOMATIQUE AU SERVICE DES RIVALITÉS

L'Algérie a décidé de porter cette affaire devant plusieurs instances internationales. En mai 2024, lors d'un forum mondial de l'eau à Bali, le ministre algérien de l'Hydraulique, Taher Derbal, a dénoncé un assèchement délibéré et systématique causé par les pratiques des pays voisins. En octobre de la même année, lors d'une réunion en Slovénie consacrée à la protection des ressources hydriques transfrontalières, Alger a accusé Rabat d'obstruer et de altérer les eaux de surface partagées. Cette démarche d'Alger témoigne de sa volonté d'utiliser la question de l'eau comme levier diplomatique pour exercer une pression sur le Maroc.

Côté marocain, les accusations venues d'Alger sont perçues comme une tentative de détourner l'attention des problèmes de gestion de l'eau en Algérie. Selon le média Le360 (proche du royaume marocain), le régime algérien a attaqué le Maroc pour dissimuler sa gestion de l'eau, tandis que le Parlement dénonce une volonté algérienne de politiser tous les sujets. Les autorités marocaines adoptent une posture plus discrète et poursuivent leurs projets de barrages, dont 154 en exploitation et une vingtaine en construction.

## **KADDOUSSA ET JORF LASFAR : DEUX BARRAGES, DEUX STRATÉGIES**

Au-delà des aspects environnementaux, le différend autour de l'Oued Guir repose sur des enjeux économiques. En Algérie, le complexe industriel de Béchar, axé sur le développement ferroviaire, nécessite d'importants volumes d'eau pour le traitement du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet. Ce site dépend en grande partie du barrage de Jorf Lasfar, situé en aval. Or le barrage de Kaddoussa, construit en amont, retient environ un huitième du débit de la rivière, ce qui suscite l'inquiétude côté algérien. Quant au Maroc, il mise sur l'extension de l'agriculture irriguée, en particulier dans la région de Boudenib, située en amont du barrage de Kaddoussa. Ce barrage soutient ainsi le développement des cultures de palmier-dattiers, contribuant à la stratégie agricole du royaume dans les zones arides.

Ce nouveau point de friction autour de l'Oued Guir s'inscrit dans un contexte de tensions exacerbées entre les deux pays, marquées notamment par la rupture officielle des relations diplomatiques par l'Algérie en 2021. Les désaccords se multiplient, en particulier sur le dossier du Sahara occidental, où l'Algérie soutient le Front Polisario tandis que le Maroc revendique sa souveraineté. Cette question du Sahara occidental demeure un obstacle majeur à tout rapprochement bilatéral. A cela s'ajoutent des facteurs plus historiques comme la guerre des Sables en 1963 liée aux questions de frontières et la fermeture des frontières terrestres depuis 1994. Ces éléments alimentent un climat de méfiance et rendent, à ce jour, tout dialogue constructif difficile.

## TENSION ENTRE LE GROENLAND ET LES ÉTATS UNIS

*Benjamin SIGAUD*

« Le président Trump dit que les États-Unis obtiendront le Groenland. Je vais être clair : les États-Unis n'obtiendront pas. Nous n'appartenons à personne d'autre. Nous décidons de notre propre avenir », a déclaré Jens-Frederik Nielsen dans un message publié sur Facebook.

### L'OBSESSION DE TRUMP

Depuis son investiture, Donald Trump semble avoir pour ambition de prendre le contrôle du Panama et du Groenland en menaçant de recourir à la coercition militaire ou économique. Cette obsession démontre en effet le mépris croissant de Trump pour le droit international, les Européens et l'alliance otanienne. Le président américain a plusieurs fois évoqué la sécurité nationale, ou la défense du monde libre pour justifier l'ingérence dans les affaires du Danemark et du Groenland. Cette tension entre les deux pays a culminé lors de la visite de JD Vance à la base américaine de Pituffik. Durant sa visite, JD Vance a notamment reproché au Danemark de ne pas faire du bon travail pour les habitants du Groenland pointant un manque d'investissement dans la région, particulièrement en matière de sécurité. Cette déclaration constitue une nouvelle ingérence des États-Unis dans les affaires européennes. Il convient de rappeler que la Cour permanente de Justice internationale a validé la souveraineté du Danemark en 1933.



L'intérêt des États-Unis pour le Groenland remonte à la Guerre froide, où le gouvernement américain avait pu installer toutes les bases américaines nécessaires au contrôle de l'Atlantique et l'Arctique. En effet, le Groenland constitue un lieu stratégique notamment pour créer de nouvelles routes commerciales maritimes et pour ses ressources naturelles. Alors que la Russie possède huit brise-glaces à propulsions nucléaires, les États-Unis n'en possèdent qu'un seul de taille comparable qui fonctionne au gaz et au diesel. Ainsi s'est lancée une course vers l'Arctique entre les grandes puissances pour ses ressources riches en zinc, cuivre, graphite, nickel, platine, uranium et en hydrocarbures. Les financements russes et chinois en Arctique menacent directement l'influence américaine dans la région, la Russie a déjà prévu 186 milliards d'investissements contre 100 milliards pour les États-Unis.

Le repositionnement stratégique des États-Unis s'inscrit dans une confrontation avec l'Union européenne, comme l'a mentionné le général Herbert Raymond McMaster le 8 janvier. Donald Trump considère l'Union européenne comme un concurrent économique.

## LA RÉSISTANCE GROENLANDAISE

Lars Løkke Rasmussen, le ministre danois des affaires étrangères a critiqué et dénoncé les commentaires de JD Vance, « *Ce n'est pas ainsi que l'on parle à ses proches alliés, et je considère toujours le Danemark et les États-Unis comme de proches alliés.* » Jens Frederik Nielsen, le nouveau premier ministre du Groenland s'est prononcé après les propos de Donald Trump et de JD Vance, en déclarant que les États-Unis « *n'obtiendront pas le Groenland* »



Le dirigeant groenlandais a prêté serment ce vendredi 29 mars après la victoire de son parti centre-droit. Il appelle à l'unité politique contre les différentes pressions extérieures. Jens Frederik Nielsen a fait campagne, pour que le Groenland accède lentement à l'indépendance puisque le Danemark exerce encore un semi-contrôle sur le territoire. Le parlement groenlandais a annoncé la formation d'une coalition pour résister aux ingérences états-uniennes. Quant au Danemark, la première ministre Mette Frederiksen, va se rendre au Groenland pour « *renforcer l'unité* » du royaume avec le territoire arctique.

## L'OPPOSITION AMÉRICAINE FACE À DONALD TRUMP : UNE VOIX ÉTOUFFÉE ET UN LEADERSHIP AFFAIBLI DANS UN CLIMAT POLITIQUE FRACTURÉ

Maiïli MORIN

Depuis le retour de Trump à la Maison Blanche et l'adoption de décisions controversées, l'opposition politique américaine fait l'objet de critiques croissantes pour son manque de visibilité dans le débat public, tant elle peine à formuler une stratégie concrète face à cette nouvelle administration. Après des mesures économiques et migratoires radicales, c'est désormais la recherche scientifique et l'éducation qui sont plus que jamais en danger, d'autant plus avec le choix d'Elon Musk pour attaquer ce secteur stratégique.

### UN CONTRE-POUVOIR POLITIQUE JUGÉ SILENCIEUX

Bien que le paysage politique américain soit largement dominé par les républicains et les démocrates, d'autres partis minoritaires subsistent, sans pour autant s'imposer sur la scène nationale ou accéder à la Maison Blanche. C'est notamment le cas du Green Party ou encore du Tea Party qui porte une ligne d'action contestataire et libertarienne opposée à la fiscalité excessive et à l'intervention de l'État fédéral. Toutefois, lorsqu'il est question d'opposition politique aux Etats-Unis, le débat se limite souvent à l'affrontement entre républicains et démocrates. Ainsi, face au retour en force de Donald Trump et de son parti, les démocrates apparaissent comme désorganisés et incapables d'incarner une opposition efficace et unie.

Le discours de politique générale prononcé par le président devant le Congrès, a suscité de nombreuses inquiétudes face à la place de l'opposition dans une ère où les codes traditionnels de la politique et de la diplomatie sont de plus en plus mis à mal. En effet, la prise de parole de Donald Trump a été historiquement longue et ponctuée de déclarations chocs, de provocations et de multiples accusations à l'encontre de l'administration précédente, une ligne directrice qu'il ne quitte plus depuis son retour à la Maison Blanche. Sa réussite se concrétiserait alors par la signature d'environ 100 décrets présidentiels et 400 mesures exécutives. Un total qui pourrait croître face aux multiples projets radicaux qu'il envisage, en témoigne la multiplication des mesures douanières qu'il menace d'imposer au monde.

Ainsi, face aux ambitions exprimées par le président, c'est Elissa Slotkin, ancienne analyste de la CIA et « étoile montante » du parti démocrate qui a eu la lourde tâche d'être la voix du parti en réponse à cette administration qu'elle qualifie de « chaotique » et « d'insoutenable ». Cette dernière a abordé les sujets centraux avec une grande inquiétude quant à la réponse présidentielle. Elle déplore notamment l'attitude de Donald Trump et de son vice-président à l'égard de Volodymyr Zelensky lors de sa visite à Washington.

De plus, beaucoup de spécialistes estiment que déplorer le silence des démocrates à travers une comparaison avec les excentricités habituelles de leurs adversaires républicains est peu pertinent, face aux comportements traditionnels démocrates plus mesurés qu'ils revendiquent.

Ainsi, les démocrates ont protesté plus subtilement durant le discours au Congrès, des éléments qui n'ont pas manqué d'être commentés par les médias. En effet, nombreux étaient ceux qui brandissaient des pancartes avec des phrases courtes en signe d'opposition, comme « False », « Musk steals », « Save Medicaid », « That is NOT normal », ou ceux qui arboraient des tenues blanches et roses pour marquer les inquiétudes concernant les droits des femmes.

Toutefois, face à la décision récente de Donald Trump de démanteler le ministère de l'Éducation américain, les démocrates ont répliqué qu'une décision de cette ampleur ne pouvait être prise que par le Congrès. Entre dénonciation d'un « coup de force tyrannique », et condamnation des conséquences « destructrices et dévastatrices », les démocrates ont su réagir. Néanmoins, les dégâts ont déjà débuté avec le licenciement de la moitié du personnel du ministère et une réduction accentuée dans la section en charge de protéger les étudiants contre la discrimination.



## L'ABSENCE D'UNE STRATÉGIE UNITAIRE CHEZ LES DÉMOCRATES

Depuis la défaite de Kamala Harris aux présidentielles, le parti démocrate peine à se rassembler et établir une stratégie précise, étant donné leur minorité dans les deux chambres et leurs moyens d'action réduits. Certains spécialistes et historiens analysent cette absence de réponse comme le maintien d'une incompréhension face à la défaite de novembre dernier. Toutefois, ce comportement ne favorise pas l'avancée d'une position claire face à l'administration Trump. En effet, les hésitations entre affrontements directs et positions de retrait semblent être les raisons de la quasi-paralysie de l'opposition. Cette idée de rester à l'écart a notamment été défendue par James Carville, vétéran des campagnes présidentielles démocrates, qui appelle à une « retraite politique stratégique » ou « pause tactique » dans le jargon militaire afin de réfléchir à des objectifs clairs et à une stratégie d'action plus intelligente. Prôner un laisser-faire induit un certain espoir que les désaccords entre les Républicains, non unanimes sur toutes les questions, causeront un dysfonctionnement qui permettra un retour glorieux sur la scène politique des démocrates. James Carville décrit explicitement sa stratégie dans les colonnes du New York Times : « Laissez les Républicains s'effondrer, laissez le peuple américain le voir et attendez qu'ils aient besoin de nous pour offrir notre soutien. ».

Le chef des Démocrates à la Chambre des représentants, Hakeem Jeffries, semblerait suivre cette stratégie autour de l'idée que Trump se rendra lui-même impopulaire auprès des Américains, bien que l'élu new-yorkais continue de soulever les dérives de la présidence sur les réseaux sociaux et appelle à l'indignation de la population.

Mais encore une fois, l'unanimité ne règne pas chez les Démocrates, en témoigne l'interruption d'Alexander Green, élu du Texas de la Chambre des représentants, durant le discours de Donald Trump, où il a protesté face au programme du président concernant les prestations d'aides médicales et sociales en disant « Vous n'avez pas de mandat ». La réponse à cette opposition a été immédiate, Alexander Green a été évacué du Congrès par la sécurité, l'empêchant de s'exprimer davantage. Ce comportement n'a néanmoins pas été apprécié par l'ensemble de ses alliés, qui adoptent une position plus modérée.

De plus, les faiblesses du leadership démocrate sont dénoncées à travers celui qui incarne l'opposition au Sénat, Chuck Schumer, lourdement critiqué pour sa faible résistance. Il l'est d'autant plus, depuis sa décision de soutenir le projet de loi de financement porté par les Républicains, alors que l'ensemble des Démocrates de la Chambre des représentants s'y était opposé. Les appels à sa démission se sont fait entendre dans le camp démocrate, des inquiétudes qui rappellent celles autour de Joe Biden l'année dernière quant au sérieux de sa candidature à l'élection présidentielle.

## DES FIGURES ÉMERGENTES EN QUÊTE D'INFLUENCE

Cette incompréhension autour de la stratégie démocrate peut aussi s'expliquer par l'absence d'un leader qui puisse porter le message de l'opposition, mais aussi rassembler et rassurer la population qui ne se retrouve pas dans les idéaux et les projets du président Trump. L'absence de réaction des anciens présidents démocrates ne cesse d'être jugée et questionnée dans les médias, alors même que les mesures sont critiques pour le pays.

Alors que le parti peine à s'accorder sur un plan d'action clair, certaines personnalités tentent de mener le combat en s'indignant publiquement et sur les réseaux sociaux. C'est le cas de Gavin Newsom, gouverneur de la Californie et l'un des favoris à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2028. Ce dernier sait user des médias et de son podcast pour rallier les électeurs à sa cause.



Toutefois, bien que sa popularité bénéficie au parti, ses méthodes et récentes prises de positions ne sont pas toujours au goût des Démocrates. En effet, il reçoit des invités sur son podcast afin de débattre de questions délicates. En revanche, ces personnalités se situent plutôt à droite sur l'échiquier politique et éloignées des idéaux des démocrates. Il a lui-même eu un positionnement controversé sur la question des personnes transgenres dans le sport, un point de vue en contradiction avec la position de son parti.

Ainsi, son podcast « This is Gavin Newsom », présenté comme un forum pour engager un débat entre les personnes ayant des opinions divergentes est perçu par les démocrates comme une plateforme offerte pour diffuser des idées controversées. De plus, sa tentative est analysée par le Washington Post comme une stratégie de Newsom pour se présenter comme plus modéré que Kamala Harris dans ses opinions politiques, et ainsi rallier un plus large électorat à sa cause, dans la perspective de la présidentielle de 2028.

La frange progressiste démocrate ne choisit pas non plus le silence. En effet, Bernie Sanders, sénateur du Vermont du parti indépendant, est la seule figure phare et bruyante de l'opposition ces dernières semaines. Ce dernier ne cesse de dénoncer l'oligarchie qui se construit aux Etats-Unis, à tel point qu'il organise une série de meetings dans tout le pays pour incarner une véritable résistance face à Donald Trump. Bien qu'il soit jugé trop radical par le parti démocrate et qu'il n'incarne pas l'avenir à long terme du camp progressiste, il est rejoint dans sa lutte par Alexandria Ocasio-Cortez. Membre du Congrès et souvent surnommée AOC, elle est l'un des soutiens les plus importants du sénateur Sanders, partageant la volonté d'opposition totale à Donald Trump. Elle défend des réformes du système de santé et de justice pénale, et milite pour un accès gratuit à l'enseignement supérieur et pour la lutte contre le changement climatique. Cette dernière a notamment critiqué Chuck Schumer, en qualifiant son soutien au texte budgétaire des Républicains en mars comme une « *énorme erreur* ».



Face aux controverses, de l'autre côté de l'Atlantique, une contestation farouche s'incarne autour de Claude Malhuret, sénateur français et ex-président de Médecins sans frontières. Il a prononcé un discours percutant au début du mois de mars portant sur la guerre en Ukraine où il dénonce la situation à Washington. En ligne de mire, le président Trump comparé à Néron et à un « *empereur incendiaire* » et Elon Musk surnommé par le sénateur « *un bouffon sous kétamine chargé de l'épuration de la fonction publique* », une intervention qui a fait le tour du monde. Ce discours revendicatif et devenu célèbre doit son grand bruit, selon le sénateur, au fait que de nombreux Américains espèrent une stratégie similaire de la part de leurs élus.

## DES CONTESTATIONS MISES À RUDE ÉPREUVE FACE À LA RELATION AVEC LES MÉDIAS

Une dérive de plus en plus visible, qui peut aussi être interprétée comme la raison du silence ou du manque de visibilité des Démocrates, est la surreprésentation de Donald Trump dans l'espace médiatique. Face à l'affaiblissement de la presse locale et la désinformation constante, les Démocrates voient leur influence diminuer, dans un contexte où ils ne possèdent aucun équivalent à la chaîne Fox News, qui relate et retranscrit les idées du président.

Toutes oppositions ou idées contraires sont invisibilisées au maximum dans la stratégie de l'administration. Le changement des règles d'accès des médias à la Maison Blanche décidé par l'exécutif pour choisir les journalistes présents peut en témoigner. Cette stratégie a aussi été visible par l'accueil dans le bureau ovale de créateurs de contenus, en parallèle de vives attaques à l'encontre des médias traditionnels, portant alors atteinte à l'indépendance et à la liberté de la presse.

Ainsi, alors que Donald Trump consolide son pouvoir par une omniprésence médiatique et des décisions radicales, la place de l'opposition ne cesse d'être interrogée face à sa difficulté à s'accorder sur une stratégie claire. Cette période interroge alors sur l'avenir de la démocratie américaine et sur la pérennité du système institutionnel dans un contexte nourri par les inquiétudes. Alors, une question se pose : les Etats-Unis sont-ils en train de basculer vers un environnement politique où la contestation devient inaudible ?

## ESCALADE DES TENSIONS ENTRE LES REBELLES HOUTHIS ET LES ÉTATS-UNIS

Camille RINUCCINI

Le 15 mars 2025, les États-Unis ont mené une série de frappes aériennes contre des installations militaires stratégiques des rebelles houthis, groupe yéménite contrôlant une large partie du pays et soutenus par l'Iran. Cette opération, la première depuis le retour de Donald Trump à la présidence, marque une escalade significative dans la région.

### LA MER ROUGE, AXE SENSIBLE DEPUIS LE 7 OCTOBRE

Entre le golfe d'Aden et la mer Rouge, les côtes yéménites se trouvent dans une zone clef du commerce maritime mondial, conférant ainsi aux Houthis une forte capacité de déstabilisation des flux internationaux. Ces eaux sont particulièrement sujettes à de violentes frictions avec les États-Unis. En soutien aux Palestiniens, les Houthis avaient mené diverses opérations contre les navires américains pour leur lien avec Israël, depuis les attaques du 7 octobre 2023 jusqu'à la trêve à Gaza le 19 janvier 2025. Toutefois, le 11 mars dernier, les rebelles ont réitéré leur intention d'intervenir depuis le rejet d'un acheminement de l'aide humanitaire dans la ville par le gouvernement de Netanyahu.



« Au cours des 18 derniers mois, les Houthis ont touché ou attaqué l'US Navy 174 fois, et ont attaqué le trafic commercial 145 fois » a déclaré le département d'État américain le 19 mars. Washington avait établi une coalition navale de 10 pays en décembre 2023, dont la France fait partie. Cette coalition cible le mouvement qui « menace la libre circulation du commerce, met en danger la vie de marins innocents et viole le droit international », avait expliqué le ministre de la Défense Lloyd Austin. Les Houthis ont été classés comme « organisation terroriste étrangère » par un décret de Donald Trump signé en mars.

### ATTAQUES MARITIMES, FRAPPES DE REPRÉSAILLES ET APPELS À LA RETENUE

Dans une logique de « restauration de la liberté de navigation » pour ses intérêts stratégiques, les États-Unis ont ciblé des positions houthistes le 15 mars, principalement dans la capitale Sanaa et les gouvernorats de Saada, bastion de rebelles, causant 53 morts et 98 blessés, selon le ministère de la Santé des Houthis. En représailles, les rebelles ont revendiqué, sur Telegram, deux attaques en moins de 24 heures, les jours suivants, dans le Nord de la mer Rouge. Le porte-avions américain USS Harry Truman et sa flotte ont été visés avec des missiles balistiques et de croisière, ainsi que des drones. Les attaques se sont alors multipliées les jours suivants, entre frappes américaines au Yémen et attaques contre le porte-avions par les Houthis. Le bureau politique des rebelles a annoncé que « Nos forces armées sont prêtes à répondre à l'escalade par l'escalade », dans un communiqué diffusé sur la chaîne télévisée Al-Masirah.

Dans un contexte de relations particulièrement tendues avec Téhéran, Donald Trump avait, au lendemain de la première attaque des rebelles, enjoint la République islamique de cesser tout soutien aux yéménites. « *Chaque coup de feu des Houthis sera considéré, à partir de maintenant, comme un coup de feu tiré par des armes iraniennes et les dirigeants de l'Iran, et l'Iran sera tenu pour responsable et en subira les conséquences* » a communiqué le président sur son réseau Truth Social.

Les Etats-Unis « *tentent désespérément* » de justifier les frappes américaines au Yémen a déclaré Amir Saeid Iravani, ambassadeur iranien à l'ONU. Le 16 mars, cette dernière a partagé son inquiétude et appelé les deux partis à éviter « *toute nouvelle escalade (qui) pourrait exacerber les tensions régionales, alimenter des cycles de représailles susceptibles de déstabiliser davantage le Yémen et la région et faire peser de graves risques sur la situation humanitaire déjà désastreuse dans le pays* ». En effet, le Yémen subit une guerre civile ayant causé une grave crise humanitaire avec des centaines de milliers de morts depuis 2014. De larges manifestations se sont par ailleurs déclenchées à travers le pays à la suite des frappes américaines, ajoutant une nouvelle dimension à ce conflit déjà dévastateur.

## SCANDALE POLITIQUE ET FAILLE DE SÉCURITÉ DANS LA PLANIFICATION MILITAIRE

Le journaliste américain Jeffrey Goldberg, rédacteur en chef de la revue The Atlantic, s'est retrouvé par erreur ajouté à un groupe sur la messagerie cryptée Signal par le conseiller à la Sécurité Nationale Michael Waltz. Ce groupe, composé de 18 hauts responsables américains, dont le vice-président J.D. Vance, le secrétaire à la défense Pete Hegseth, le secrétaire d'Etat Marco Rubio et le directeur de la CIA John Ratcliffe, avait pour objet de discuter des plans militaires du 15 mars contre les Houthis.

Certains journaux américains comme SNBC News ont décrié la légèreté dans la gestion de la sécurité des communications à ce niveau de l'Etat, plutôt que de passer par les canaux gouvernementaux pour traiter des informations hautement classifiées. Le Conseil de sécurité nationale a entamé une analyse des circonstances ayant permis l'intégration du numéro de journaliste. Un éditorialiste du Times dénonce cette faille de sécurité retentissante par laquelle le ministre de la Défense a « *ruiné sa crédibilité* » et « *devrait démissionner* ». Par ailleurs, les messages échangés sur ce groupe ont de nouveau fait état du mépris du gouvernement Trump pour l'Europe, J.D. Vance écrivant « *Je détesterais payer pour l'Europe une nouvelle fois* », après avoir donné son avis favorable au bombardement et échangé sur le fait que l'Europe bénéficierait gratuitement de la protection des routes commerciales en mer Rouge par les Etats-Unis.

## L'ÉTAT D'URGENCE DÉCLARÉ À LIMA

Clara BAILLY

### UN ÉNIÈME ASSASSINAT COMME ÉLÉMENT DÉCLENCHEUR

Dimanche 16 mars, le gouvernement péruvien a déclaré l'état d'urgence à compter du lendemain dans la capitale Lima ainsi qu'à Callao en raison d'une vague de meurtres liés à l'extorsion. Le président du Conseil des Ministres, Gustavo Adrianzén a annoncé sur ses réseaux sociaux « le déploiement des troupes de nos Forces Armées en soutien à la Police Nationale ». Le gouvernement Boluarte a publié un décret disposant que l'état d'urgence durerait trente jours et que les autorités restreindraient certains droits, comme la liberté de réunion et de circulation. Ce n'est pas la première fois que l'Etat prend ce type de décision, l'an dernier par exemple l'état d'urgence avait été déclaré de septembre à décembre afin de retrouver la sécurité dans le pays.



L'élément déclencheur se trouve cette fois-ci dans l'assassinat du célèbre chanteur Paulo Flores. Âgé de 39 ans, cet artiste était l'un des membres les plus appréciés de l'orchestre Armonía 10. Après leur concert, dans la nuit du samedi 15 au dimanche 16 mars, un groupe de tueurs à gages a attaqué le car où se trouvait le groupe. Grièvement blessé, Paulo Flores a été transporté à l'hôpital Hipólito-Unanue et a succombé à ses blessures quelques heures plus tard. Sa famille a organisé une marche blanche pour la paix en son honneur soutenue par d'autres artistes afin de lutter contre l'insécurité grandissante au Pérou. Les membres de l'orchestre ont déclaré avoir reçu des menaces et avoir été victimes d'extorsion. Ils ont d'ailleurs subi une attaque similaire en décembre dernier. Une enquête est toujours en cours pour identifier les responsables. Ce drame a profondément touché la population et a provoqué l'indignation de la presse, comme le montre la une du quotidien Correo du lundi 17 mars affichant : « On touche le fond »

### LE GOUVERNEMENT BOLUARTE LARGEMENT CRITIQUÉ

La colère des péruviens est en réalité alimentée par un sentiment de laxisme du gouvernement face à l'insécurité croissante qui touche le pays. La déclaration de l'état d'urgence s'inscrit dans la lutte contre le crime organisé et l'extorsion, une des priorités du régime en place. Ces problématiques ont pris des proportions inquiétantes au Pérou. La police a signalé 459 meurtres entre le 1er janvier et le 16 mars, et 1 909 cas d'extorsion pour le mois de janvier. Gustavo Adrianzén, a alors annoncé le projet d'une réforme intégrale du système pénitentiaire pour lutter plus efficacement contre ces violences.

Le gouvernement a fait face à de nombreuses critiques dans sa gestion de la situation. Certains affirment que l'état d'urgence pourrait s'avérer inefficace et ont appelé la présidente Dina Boluarte à changer de stratégie. Le Congrès a voté le 22 mars dernier une motion de censure contre le ministre de l'Intérieur Juan José Santivanez, déclenchant sa démission. Julio Diaz Zulueta, général de police à la retraite qui occupait jusqu'alors le poste de vice-ministre de la sécurité, le remplace depuis le 24 mars et constitue le septième occupant de ce poste depuis l'entrée en fonction de la présidente Boluarte. Son prédécesseur faisait l'objet de nombreuses critiques dues à l'inaction face à la recrudescence de l'insécurité au sein du pays, situation que ce nouvel arrivant devra tenter de résoudre.

## UNE HAUSSE DE L'INSÉCURITÉ AU PÉROU

L'indice de criminalité a largement augmenté au Pérou ces dernières années. Selon un rapport de la police nationale péruvienne, entre 2019 et 2023, les cas d'homicides sont passés de 1315 à 2 474 et plus de 1200 cas d'extorsion sont dénombrés en 2019 contre environ 7 400 en 2023. Ces chiffres alarmants démontrent une hausse d'événements d'une extrême violence. Par exemple, entre le mercredi 15 et le jeudi 16 janvier, une série d'attaques à l'explosif a touché la capitale du pays. On compte cinq attaques au total qui ont fait douze blessés. Au travers de ces agressions, les criminels tentent de faire céder la population à leurs menaces de racket. Depuis, un sentiment de « terreur » touche l'entièreté de la population qui se remémore l'insurrection armée du « Sentier lumineux » dans les années 1980 et 1990. Ce mouvement de guérilla inspiré du marxisme-léninisme avait à l'époque appelé à un « affrontement populaire » contre le gouvernement en place et avait sévi à travers le pays par le biais de coups d'Etat, d'actes terroristes et toutes sortes d'actions violentes.



## CONCLUSION

Le gouvernement Boluarte sera alors attendu au tournant pour mettre en place des mesures visant à endiguer cette hausse de la violence liée à l'extorsion. Le Pérou est le pays andin le plus touché par cette problématique, sa population attend donc des solutions viables, sans oublier que les prochaines élections auront lieu en avril 2026.

## UNE NOUVELLE AUTOROUTE AU COEUR DE L'AMAZONIE

*Julie BOUDJEMAI*

Actuellement, dans la région de Belém, capitale régionale de l'Etat du Para au Brésil, une nouvelle autoroute à quatre voies est en cours de construction. Cette construction fait polémique, notamment car la ville accueille en novembre 2025 la prochaine conférence mondiale sur le climat, la COP 30.

### UNE MÉSINFORMATION DE LA BBC SUR LA NATURE DE L'AUTOROUTE

L'autoroute baptisée « Avenue de la Liberté » ne fait pas partie des 33 projets d'infrastructures prévus pour la COP 30 contrairement à ce que laissait entendre l'article de la BBC du 12 mars dernier. En effet, plusieurs autres médias tels que Les Surligneurs, Humanité et TF1 Info démentent ces informations.

### DE QUAND DATE LE PROJET ?

Ce projet apparaît dès 2012 lors de discussions au sein du gouvernement régional. Il est donc possible d'indiquer que le projet « faisait déjà partie des actions stratégiques du gouvernement de l'Etat du Pará avant même la désignation de la ville comme hôte de la COP30 ». Le projet avait été mis de côté à plusieurs reprises pour des raisons environnementales. Cette autoroute de 13 kilomètres de long traverserait des dizaines de milliers d'hectares de forêt amazonienne protégée, ce qui empêcherait les animaux de la traverser, réduisant ainsi leur espace de reproduction.

Bien que discutés dès 2012, les travaux n'ont débuté officiellement que le 15 juin dernier comme l'atteste une communication du l'Etat du Pará. Pour répondre aux préoccupations environnementales, le secrétaire d'Etat aux infrastructures, Adler Silveira, insiste sur la « durabilité » du projet et parle d'une « autoroute durable ». Le site internet de l'Etat du Pará prône la création de « 34 passages pour la faune afin de garantir la sécurité des animaux qui vivent dans la zone » ainsi que de clôtures pour « protéger la végétation indigène en maintenant la préservation de l'écosystème ».

Cependant, cela ne semble pas convaincre tous les habitants de la région. En effet, certains, comme Claudio Verequete, interrogé par la BBC, explique ses craintes concernant la construction de cette route qui favoriserait la déforestation au profit d'une meilleure accessibilité de la zone pour les entreprises. D'autres disent qu'au contraire cette route permettra le développement d'opportunités pour la ville, délaissée pendant des années par la classe dirigeante.

Ce projet n'est pas le seul à provoquer une polémique autour des questions environnementales de cette COP 30. Un autre projet, celui de l'élargissement de la rue de la Marine, inclus dans les travaux de modernisation de Belém pour la COP 30 fait l'objet de fortes critiques à cause de la déforestation engendrée, comme l'indique le média Les Surligneurs.



En conclusion, la polémique sur la création de cette autoroute et son faux lien direct avec la COP 30 a d'ores et déjà causé une mauvaise publicité à la prochaine Conférence des Parties, alors même que celle-ci ne commencera qu'en novembre 2025.

## L'ARGENTINE CHERCHE UN NOUVEL ACCORD AVEC LE FMI

Klervie LE CORRE

Alors que l'Argentine est toujours en train de rembourser une dette de 44 milliards au Fonds Monétaire International (FMI), le pays a annoncé son objectif d'obtenir un nouvel accord avec le Fonds Monétaire International pour un programme de prêt de 20 milliards de dollars sur quatre ans, afin de stabiliser son économie secouée par l'inflation et une dette en forte augmentation.

### UN CONTEXTE D'INSTABILITÉ ÉCONOMIQUE



Depuis son accession à la présidence fin 2023, Javier Milei a mis en place une politique d'austérité rigoureuse afin de redresser une économie fragilisée par des années de dépenses excessives. Parmi les mesures prises, la dévaluation de plus de 50 % du peso et la vente de montants records en dollars pour soutenir la monnaie nationale ont marqué un tournant, alors que les réserves nettes de devises étrangères accusent un déficit d'au moins 4 milliards de dollars. Les réserves brutes du pays, actuellement estimées à environ 26,25 milliards de dollars, ont diminué cette année, mais le gouvernement argentin ambitionne de presque doubler ce montant grâce aux fonds en négociation avec le FMI et d'autres institutions internationales. Ainsi, en 15 mois de présidence, la politique budgétaire drastique de Milei a permis de rééquilibrer les comptes publics, mais au prix d'un fort coût social. Parallèlement, l'inflation, qui atteignait 211 % sur un an fin 2023, a ralenti pour s'établir à 66 % actuellement.

### UN PRÊT CRUCIAL POUR STABILISER L'ÉCONOMIE ET RASSURER LES MARCHÉS

Le ministre de l'économie, Luis Caputo, a précisé que l'objectif premier du gouvernement argentin est de renforcer les réserves de la banque centrale. Et cela dans un contexte de forte pression sur le taux de change du peso qui a provoqué une perte de plus de 1,2 milliard de dollars de réserves durant la troisième semaine du mois de mars. Ce prêt viserait à rassurer les marchés secoués par l'instabilité économique et permettrait d'assainir la situation économique du pays en renforçant les réserves monétaires, stabilisant ainsi la gouvernance du président libéral Javier Milei. Le ministre Caputo a en effet indiqué que le prêt n'avait pas pour objectif de « *financer les dépenses, mais de recapitaliser les actifs de la banque centrale* » et « *mettre fin à la pression sur le dollar en Argentine* ». Le président argentin Javier Milei s'est également voulu rassurant, affirmant que ce prêt n'entraînerait « *en aucun cas* » une dévaluation. Toutefois, les marchés argentins restent inquiets, notamment en raison de la dévaluation potentielle accélérée du peso et des doutes concernant l'efficacité de cet accord.

Bien que les négociations entre le FMI et l'Argentine en vue d'un nouveau programme d'aide aient commencé depuis novembre 2024, c'est la première fois que le montant de l'accord est officiellement révélé. Le Parlement argentin a donné le 19 mars son accord pour finaliser ce nouveau programme d'aide, considéré comme nécessaire par le gouvernement pour éviter la banqueroute du pays. Les échanges sont en effet « *très avancés* » mais l'accord devra être approuvé par le conseil du FMI. S'il est validé, il représenterait le 23<sup>e</sup> programme de l'Argentine avec le FMI, une institution dont le pays est le plus grand emprunteur. En plus du prêt du FMI, l'Argentine négocie également des financements auprès de banques de développement comme la Banque mondiale pour renforcer ses réserves de change.

## CONCLUSION

Face à une situation économique critique, l'Argentine mise sur un nouvel accord avec le FMI pour stabiliser son économie et rassurer les marchés. Il soulève néanmoins des inquiétudes quant à son efficacité et à ses conséquences à long terme. L'issue des négociations avec le FMI et d'autres institutions financières sera déterminante pour l'avenir économique du pays, qui tente de se redresser malgré un climat d'instabilité persistant.

## LE NICARAGUA SE RETIRE DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

Naomi LORENDEAU

« Nous assistons à la répression méthodique de tous ceux qui osent contester. » Ariela Peralta

Le 27 février dernier, le gouvernement de Daniel Ortega annonçait se retirer du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU. Rosario Murillo, coprésidente du pays d'Amérique centrale depuis deux mois, déclarait aux médias en faveur du régime « le Nicaragua communique sa décision souveraine et irrévocable de se retirer du Conseil des droits de l'homme et de toute activité liée à ce Conseil et à tous ces mécanismes satellites ».

### LE POUVOIR ABSOLU DU COUPLE PRÉSIDENTIEL

Dans les années 1980, après le triomphe de la révolution sandiniste, un mouvement de guérilla de gauche, Daniel Ortega, alors partisan de la lutte armée qui a renversé la dictature des Somoza, accède au pouvoir. Il est réélu en 2007, mais à l'époque déjà, les États-Unis, l'Union européenne et le secrétaire général de l'Organisation des États Américains avaient exprimé leur préoccupation quant à une forte probabilité de fraude. Le gouvernement nicaraguayen avait alors perçu cette contestation comme « un plan de déstabilisation ».



Ce petit pays d'Amérique centrale se démarque par sa garantie de l'égalité juridique entre hommes et femmes et sa volonté d'éliminer la discrimination à l'égard de celles-ci. Cela se traduit notamment avec l'indicateur politique, où la parité est proche de l'absolue, à l'image de la première dame du pays, la poétesse Rosario Murillo. Au moment de son élection, Daniel Ortega nomme son épouse porte-parole du gouvernement, puis vice-présidente en 2016, et finalement co-présidente en janvier 2025. Le couple dirige le Nicaragua d'une main de fer, dont le rapport d'experts mandatés par l'ONU accuse l'installation progressive d'une autocratie.

### UN ÉTAT DE DROIT QUI S'ESSOUFFLE

Selon la Commission européenne, l'État de droit se doit de garantir les valeurs démocratiques des autorités publiques. Il est tenu de respecter six principes, que sont la légalité, la sécurité juridique, l'interdiction de l'exercice arbitraire du pouvoir exécutif, la protection juridictionnelle effective, la séparation des pouvoirs et l'égalité devant la loi.

Cependant, au Nicaragua, l'État de droit semble s'émietter tandis que le couple présidentiel renforce son pouvoir. Si l'examen périodique universel mené par des experts des Nations Unies souligne les avancées du pays en termes d'éducation, de pauvreté ou d'environnement, la majorité des pays européens s'inquiète des violations constantes des droits humains. Appuyées par le Paraguay, la Corée du Sud ou encore Israël, ces nations mettent l'accent sur le recul dangereux de la démocratie, qui se traduit par la répression contre les défenseurs des droits humains, les opposants politiques, et surtout, les communautés religieuses. En effet, on dénombre la fermeture de plus de 1 500 ONG depuis les manifestations de 2018, violemment bridées par l'armée. Ainsi, la répression contre l'opposition, les médias, la société civile et les peuples autochtones alarme bon nombre des États occidentaux.

## LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU : UNE COQUILLE VIDE ?

Cette instance des Nations unies, créée en 2006, évalue la situation des droits de l'Homme dans le monde, enquête sur les violations signalées et adopte des résolutions dans le seul but de promouvoir et protéger les droits fondamentaux. Tous les États membres de l'ONU peuvent être élus, et le Conseil est en permanence composé de 47 membres, dont le Nicaragua en 2022, qui avait déjà annoncé son retrait. Aujourd'hui, il ne siège plus en tant que membre permanent. Le rapport d'expert accuse Daniel Ortega et Rosario Murillo de répression et de mettre fin à l'État de droit. Ce blâme achève la décision du couple présidentiel de se retirer du Conseil, à l'instar des États-Unis et d'Israël plus tôt cette année. C'est un coup dur pour l'ONU, dont les décisions sont depuis longtemps jugées trop peu contraignantes.

Par ailleurs, le Conseil est également critiqué pour laisser des États coupables de violations des droits humains utiliser leur siège pour étouffer leurs méfaits. De son côté, Rosario Murillo justifie le retrait du Nicaragua par ce qu'elle appelle des « mécanismes irrespectueux » et des « abus contre la souveraineté », l'égalité des États, la dignité des peuples ». Face à la possibilité de mesures coercitives unilatérales, une poignée d'États élèvent leur voix pour s'opposer à ces charges, tels que la Russie, l'Iran ou le Venezuela. Quant au Parlement européen, il condamne les violations des droits de l'Homme et souhaite que le Nicaragua annule les réformes constitutionnelles et les lois totalitaires répressives instaurées ces dernières années. Il invoque la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité, mais cela n'a mené à aucune enquête de la part de l'instance pour le moment.

Lors de l'Assemblée générale, la délégation française a également fait part de son inquiétude. L'agitation s'était déjà faite sentir en début d'année à Paris, où une manifestation dénonçant la persécution du régime de Managua envers les chrétiens avait eu lieu, près de l'ambassade du Nicaragua.

Le groupe d'experts s'inquiète donc d'un glissement du pays vers un État autoritaire sous le contrôle absolu d'Ortega et Murillo, à juste titre puisque le 25 mars dernier, la co-présidente a été nommée « cheffe suprême » de l'armée.



## RUSSIE : L'AUBAINE DU RAPPROCHEMENT AVEC WASHINGTON SOUS L'ADMINISTRATION TRUMP

Théo ALEJANDRE

Depuis le début du mois de mars 2025, une petite musique semble se jouer au sein des relations internationales en Eurasie, et celle-ci prend place des deux côtés des océans Atlantique et Pacifique. En effet, l'ennemi d'hier semble redevenir, depuis l'accès au pouvoir effectif de l'administration du président Donald J. Trump à la Maison Blanche, un acteur aux intérêts convergents. Ceci se traduit *in concreto* par une politique nette de rapprochement avec le Kremlin. Une telle opération ne surprend qu'à moitié la plupart des observateurs internationaux, au premier rang desquels les alliés occidentaux de l'OTAN et l'Ukraine qui craignaient grandement un tel scénario depuis la fin de l'année dernière. Mais tout ceci a pris un tournant ce mois-ci avec la multiplication d'événements qui a démontré une rupture nette avec la précédente administration du président Joe Biden qui menait une politique étrangère frontale avec la Russie, dont un des derniers actes a été, en novembre 2024, d'autoriser les frappes directes sur le territoire russe par Kiev à l'aide de missiles longue portée. Une telle opération a provoqué l'ire du Kremlin.

### UNE PRATIQUE DIPLOMATIQUE EN RUPTURE AVEC LA PRÉCÉDENTE ADMINISTRATION

Il était déjà connu et relativement admis par bon nombre d'observateurs, qu'en cas de victoire du camp républicain à l'élection présidentielle américaine, la politique diplomatique de la Maison Blanche allait probablement dériver vers un délaissement du théâtre ukrainien pour concentrer son attention sur la République populaire de Chine et sur l'instabilité au Moyen-Orient. En effet, le président Trump n'a jamais montré d'intérêt pour la question du front ukrainien, se contentant de laconiques références à comment il pourrait « *mettre fin à la guerre en un seul jour* ». Il a également critiqué vivement les montants d'aides fédérales versés à l'Ukraine, sans faire de même pour d'autres alliés. Quelques hypothèses de résolutions du conflit semblaient circuler en sous-main, mais sans démontrer un plan ni concret ni réaliste.

### UN PRÉSIDENT AUX LIENS TROUBLES AVEC MOSCOU

Parallèlement, à ce « plan » dont les contours sont difficiles à cerner dès la campagne, le président américain brillait déjà par son lien ambigu avec le président Vladimir Poutine. Ce dernier qualifiait le dirigeant américain comme « *un homme intelligent, qui a déjà beaucoup d'expérience* » en novembre 2024. Par ailleurs, plusieurs journalistes d'investigation, comme Bob Woodward, ont dénoncé selon eux le rapport flou du 47<sup>e</sup> président des Etats-Unis entre ses deux mandats. Les deux hommes se seraient ainsi entretenus par téléphone environ sept fois en quatre ans. Ces liens entre ces deux mandats semblent donc donner une indication claire de la position du président américain vis-à-vis du conflit en Ukraine et du président russe. Les longs entretiens téléphoniques et leur vote commun aux Nations Unies à la fin du mois de février 2025, illustrent ce rapprochement des deux chefs d'Etat.

## UNE AUBAINE POUR LE KREMLIN

Dans un tel contexte, la diplomatie russe affiche un regain certain d'optimisme, préférant sans doute le républicain au démocrate comme locataire de la Maison Blanche. Les positions récentes affichées par cette dernière ne peuvent donc que l'encourager à reprendre la main.

Passons sur la curieuse – si ce n'est rocambolesque – scène entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky à la Maison Blanche où le président américain, accompagné de son vice-président, ont copieusement critiqué la politique de Kiev sur le conflit, se piquant même de remarques d'ordre vestimentaire. Une scène pareille a sûrement servi plus qu'on ne le pense les intérêts de la Russie en termes d'image par le ridicule apporté sur l'Amérique. On peut aussi citer la suspension puis le rétablissement de l'aide militaire américaine pour faire pression sur son allié, comme une drôle de manière de lui envoyer des messages.

En outre, le président américain a montré dernièrement une volonté nette et sans fin de vouloir faire cesser les combats en Ukraine, multipliant les appels du pied à Moscou pour aller vers une telle possibilité. Si la volonté intrinsèque de faire cesser le carnage peut sembler louable indépendamment de la personnalité du leader américain, la façon de le faire semble donner plus de grain à moudre au Kremlin qu'à Kiev. Le meilleur exemple, en plus des votes et positions désormais communes aux deux pays aux Nations unies, est encore la rencontre attendue entre Trump et Zelensky. Le président américain s'est targué d'avoir réussi à obtenir de la part de Vladimir Poutine un échange de prisonniers, l'arrêt du bombardement des infrastructures civiles et une quasi-assurance de cessez-le-feu pour 30 jours. Les faits ont cependant très rapidement contredit la réalité quand les Russes ont, les jours suivants, poursuivi leurs opérations de frappes sur lesdites infrastructures, comme pour se moquer de leur homologue.

L'aubaine est donc bien ici : face à cette nouvelle donne diplomatique, Donald Trump, imprévisible, complique la coordination occidentale pour lutter contre la Russie. Cette dernière peut ainsi se montrer plus triomphante depuis le début de la guerre en février 2022. Elle dispose désormais du soutien Etats-Unis pour servir ses intérêts et remporter des succès dans le conflit. Moscou se paye même le luxe de faire tourner en ridicule les déclarations et volontés de paix de la première puissance mondiale. On pourrait conclure par de jolis mots en affirmant la ridiculisation de l'hégémon – sans même qu'il ne s'en rende peut-être compte – n'augure rien de bon pour le triomphe des luttes qu'il cherche à mener, pour lui ou pour ses alliés.

## KIRGHIZISTAN - TADJIKISTAN : UN ACCORD FRONTALIER HISTORIQUE POUR UNE PAIX FRAGILE

Eva BELZ

Après des décennies de tensions héritées de l'ère post-soviétique, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont enfin tracé, le 13 mars à Bichkek, les contours d'une paix fragile en signant un accord frontalier historique. Et comme pour sceller cette réconciliation naissante, la frontière, restée close depuis les sanglants affrontements d'avril 2021, s'est ouverte à nouveau le même jour, laissant entrevoir l'espoir d'un nouvel équilibre entre les deux nations.

### UNE FRONTIÈRE DISPUTÉE, HÉRITAGE DE L'ÈRE SOVIÉTIQUE

Depuis l'effondrement de l'URSS en 1991, 15 États souverains ont émergé, dont cinq en Asie centrale, redessinant ainsi 15 230 km de nouvelles frontières dans la région. La politique soviétique d'aménagement territorial en Asie centrale reste un sujet de débat parmi les chercheurs. Alors que les historiens soviétiques ont légitimé la création des républiques centrasiatiques, de nombreux auteurs considèrent plutôt ce découpage comme une application du principe du « *diviser pour mieux régner* » par Moscou, afin de contenir les forces contre-révolutionnaires et séparatistes.

Dans ce contexte, les tensions frontalières entre le Kirghizistan et le Tadjikistan trouvent en grande partie leur origine dans cette partition héritée de l'URSS. La frontière entre ces deux républiques a régulièrement été le théâtre d'affrontements entre populations locales, car elle avait été tracée sans prendre en compte les réalités ethniques du territoire. Aujourd'hui encore, environ 70 zones contestées, représentant 30 % de la frontière commune, font l'objet de différends. Avant 2011, 520 km de frontière avaient été délimités, tandis que les 487 km restants l'ont été au cours des trois dernières années.

Dès 1989, une commission mixte avait été créée pour travailler sur la délimitation des frontières, mais elle n'est réellement entrée en fonction qu'en 2000. Depuis, la moitié de la frontière a été officiellement établie, principalement dans les zones montagneuses inhabitées. Cependant, le Tadjikistan continue de se référer aux cartes des années 1920, tandis que le Kirghizistan s'appuie sur la déclaration d'Alma-Ata de 1991, qui instituait la Communauté des États indépendants et prônait le respect mutuel de l'intégrité territoriale. Ce cadre juridique a souvent été perçu comme favorable au Kirghizistan, qui a progressivement gagné des territoires tout au long du XXe siècle, souvent au détriment du Tadjikistan.

## DES AFFRONTEMENTS RÉCURRENTS DEPUIS 2021

L'absence de démarcation claire entre le Kirghizistan et le Tadjikistan a favorisé des conflits de voisinage, qui ont dégénéré en affrontements violents. Le 28 avril 2021, des échanges de coups de feu éclatent à la frontière, entraînant une escalade rapide des hostilités. Dès le lendemain, une cinquantaine de personnes sont tuées. Un cessez-le-feu est alors négocié le jour même par les ministres des Affaires étrangères des deux républiques.

Cependant, en septembre 2022, les combats reprennent, marquant une nouvelle intensification du conflit. Les frappes se concentrent sur plusieurs villages kirghiz, notamment Aksaï, Kok-Tach et Samarkandek, situés dans la province de Batken, ainsi que sur les villages tadjiks de Chorkoukh et Sourkh, dans le district de Soghd. L'enclave de Voroukh, reliée au territoire tadjik par une seule route, devient également un point névralgique du conflit. Les villes de Batken (Kirghizistan) et Isfara (Tadjikistan) sont touchées par les hostilités. L'artillerie lourde est employée des deux côtés, et des drones turcs Bayraktar sont utilisés par le Kirghizistan. Après plusieurs tentatives, un nouvel accord de cessez-le-feu est conclu, prévoyant le retrait des troupes vers leurs positions initiales.

Les affrontements d'avril 2021 et de septembre 2022, qui ont fait environ 150 morts au total, témoignent de la fragilité des accords de cessez-le-feu, régulièrement violés, et de l'incapacité persistante des deux pays à stabiliser leur frontière commune.

## LA QUESTION DE L'ACCÈS À L'EAU : UN FACTEUR DE TENSION MAJEUR

Les ressources hydriques constituent un enjeu central du conflit. Le barrage de Golovnoï, situé en territoire tadjik mais historiquement contrôlé par les autorités kirghizes, joue un rôle clé dans l'approvisionnement en eau de la région. Ce barrage alimente un canal essentiel au remplissage du réservoir de Törtkoul, situé au Kirghizistan et vital pour l'agriculture irriguée dans cette zone aride. L'accès à l'eau reste une source de tensions récurrentes, les réservoirs transfrontaliers étant régulièrement utilisés comme levier de pression par les deux États. Par ailleurs, des restrictions sur l'exploitation des ressources naturelles dans les zones frontalières densément peuplées contribuent à alimenter le mécontentement et les rivalités locales.

Avec le récent accord signé, un mécanisme de gestion conjointe des vannes du barrage a été mis en place, permettant aux autorités tadjikes d'exercer un droit de regard sur les volumes d'eau prélevés, afin de dissiper les accusations récurrentes – souvent infondées – de violations des quotas hydriques par le Kirghizistan.

## EN QUOI CONSISTE L'ACCORD ET QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES POPULATIONS ?



Le 19 mars, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont ratifié un ensemble de 16 accords de coopération, marquant une avancée significative dans la résolution des tensions frontalières récurrentes entre les deux pays. Cet accord prévoit un échange de territoires, des concessions mutuelles et la mise en place de zones neutres visant à assurer une stabilité régionale durable. L'accord comprend l'échange de 200 hectares de terres situées dans les villes de Karabak, Lakhon et Kourouk Saï. De plus, le district kirghiz de Batken et le district tadjik d'Isfara sont concernés par un redécoupage impliquant 142 hectares. Un autre point clé de l'accord est la cession complète du village kirghiz de Dostouk (91 hectares) au Tadjikistan, en échange d'un territoire de surface équivalente.

L'accord vise également à faciliter la circulation entre les deux pays. Les 40 000 habitants de l'enclave tadjike de Vorukh pourront désormais rejoindre librement Isfara via une section de route déclarée « neutre » à Aksaï. Par ailleurs, les 500 000 habitants des districts de Konibodom et d'Isfara bénéficieront d'un accès direct à leur capitale régionale, Khoudjand, sans contrôle frontalier sur la section d'Arka. En contrepartie, le Kirghizistan obtient un libre passage à Tört-Kötchö, un corridor stratégique essentiel pour le district kirghiz de Leïlek. Lors des conflits armés de 2021 et 2022, la fermeture de ce passage avait entraîné l'isolement total de 120 000 habitants.

Enfin, le Tadjikistan, qui occupait depuis 1991 19 000 hectares de terres en dehors de l'enclave de Voroukh, a accepté de réduire cette zone à 14 500 hectares dans le cadre de l'accord. Cet accord marque une avancée majeure vers une stabilisation durable de la région. En établissant des zones neutres et en facilitant la circulation transfrontalière, le Kirghizistan et le Tadjikistan jettent les bases d'une coopération renforcée, réduisant ainsi les risques de nouveaux affrontements. Reste à voir si cette dynamique de dialogue permettra d'éloigner définitivement le spectre des conflits.

## VERS UNE COOPÉRATION RENFORCÉE ENTRE LE KIRGHIZISTAN ET LE TADJIKISTAN

Au-delà des questions territoriales, l'accord signé entre le Kirghizistan et le Tadjikistan couvre plusieurs domaines stratégiques, notamment l'agriculture, l'urbanisme, les nouvelles technologies et la lutte contre le crime organisé. Ces initiatives visent à renforcer la coopération bilatérale et à favoriser un développement économique mutuel. Le 4 mars 2024, les deux gouvernements avaient déjà annoncé leur ambition d'augmenter leurs échanges commerciaux à 500 millions de dollars (463 millions d'euros) d'ici 2030, témoignant ainsi d'une volonté d'intégration économique accrue.

## L' « ÉTRANGER PROCHE » DE LA RUSSIE : UNE DICHOTOMIE POLITIQUE

Robinson CHABOT-AGNESINA

Le mardi 25 mars 2025, Alexandre Loukachenko prêtait serment pour son 7e mandat présidentiel consécutif. Deux mois auparavant, il avait été réélu avec près de 87% des voix selon la Commission électorale centrale biélorusse. Fidèle allié du Kremlin, la Biélorussie est l'exemple parfait sur lequel s'appuient les ambitions russes sur son « étranger proche ». En Ukraine, en Géorgie, en Moldavie ou en Roumanie, la Russie cherche à installer un régime similaire, pro-russe et hostile à l'Occident.

### LA BIÉLORUSSIE : UNE RÉUSSITE POUR MOSCOU

Avec plus de trois décennies au pouvoir, Alexandre Loukachenko n'a jamais cessé de se rapprocher de la Russie. Les scrutins faussés, la forte répression de l'opposition et ses solides relations avec son voisin russe, lui ont permis de se maintenir au pouvoir. Dès 1999, l'alliance politico-économique, l'Union Russie-Biélorussie, est créée. Leurs liens se sont ainsi renforcés au fil des années et plus particulièrement depuis 2020 et les répressions du pouvoir biélorusse contre les manifestations historiques. Le soutien sans faille de Vladimir Poutine a consolidé leur amitié qui s'est concrétisée lors du début de la guerre en Ukraine. Le président biélorusse a permis à son homologue russe d'utiliser son pays comme base arrière pour envahir l'Ukraine et pour positionner des troupes ainsi que du matériel. Alexandre Loukachenko a déclaré « *n'avoir aucun regret* » à ce sujet, en qualifiant par la suite son allié russe comme un « *grand frère* ». C'est également depuis 2023 que le pays de l'ex-URSS abrite des armes nucléaires tactiques russes. Le traité établissant des garanties de sécurité mutuelles entre les deux pays signés en décembre 2024 parachève une alliance totale. L'opposition biélorusse dénonce ainsi une « *annexion rampante* » du pays par Moscou.



Cette réélection au début de l'année 2025 s'inscrit donc dans un contexte tendu où Alexandre Loukachenko tente de légitimer son pouvoir comme sa politique. Face aux réactions occidentales, le chef d'Etat riposte en affirmant que son pays était plus démocratique « *que ceux qui se présentaient comme ses modèles* » avant d'ajouter paradoxalement qu'il « *vaut mieux une dictature comme en Biélorussie qu'une démocratie comme en Ukraine* ».

## RUSSIE OU EUROPE : L'OBÉDIENCE POLITIQUE DES PAYS D'EUROPE DE L'EST ET DE L'EX-URSS AU CŒUR DES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES.

Les tensions populaires et les contestations politiques en Biélorussie ne sont pas des actes isolés. En Europe comme au Caucase, les populations se déchirent comme les élites politiques s'opposent. Les récents événements géorgiens, roumains, ou moldaves témoignent de la fracture entre pro-russes et pro-européens. Alors que la Géorgie semble peu à peu rejoindre le « petit frère » biélorusse avec la victoire du Rêve géorgien, la Moldavie résiste aux ingérences russes. Le cas de la Transnistrie illustre les divisions internes, entre séparatistes pro-russes et moldaves pro-européens. Bien que Maia Sandu ait été réélue par ces derniers en novembre 2024, la Russie aurait dépensé plus de 100 millions de dollars pour favoriser l'opposition et influencer les élections. Un processus similaire aurait été observé en Roumanie lors de la victoire - annulée - du candidat pro-russe à la présidentielle Calin Georgescu en novembre 2024.



Dans ces nombreux cas, les scrutins se déroulent dans un contexte tendu et flou où la suspicion règne. Les processus démocratiques sont perturbés par cette fracture violente entre pro-russes et pro-européens. Ici, l'échiquier politique se définit moins par le progressisme ou le conservatisme que par les affinités continentales. Finalement, appliquer le cas de la Biélorussie aux autres pays de son « étranger proche » est un défi périlleux pour la Russie qui ne semble pas vouloir s'arrêter à la guerre informationnelle, en témoigne celle en Ukraine.

## ACCORD DE PAIX HISTORIQUE ENTRE L'ARMÉNIE ET L'AZERBAÏDJAN

*Théo GALDEANO*

### RAPPELS HISTORIQUES

Pour comprendre la configuration régionale complexe du conflit, il convient de revenir au XIX<sup>e</sup> siècle. C'est à la suite des guerres russo-iraniennes (ou plutôt russo-perses) du début de ce siècle qu'une partie conséquente des Arméniens d'Iran se sont installés sur les terres du Nord montagneux azéri, en particulier le Haut-Karabakh, région au cœur des querelles actuelles. Lors de la révolution bolchévique en URSS en 1917, les Républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont profité du tumulte pour déclarer leur indépendance.

À cette époque déjà, la région du Haut-Karabakh faisait l'objet d'affrontements violents qui ont conduit au massacre de Chouchi en 1920, où plusieurs milliers d'Arméniens ont été tués par l'armée azérie. En 1921, les deux Républiques ont été intégrées dans l'URSS, et Staline a décidé le rattachement du Haut-Karabakh (à majorité arménienne) et du Nakhchivan (à majorité azérie) à la République Socialiste Soviétique d'Azerbaïdjan. Cette décision soviétique n'a pas été le fruit du hasard, mais bien celui d'une stratégie de distraction. En rattachant les régions contestées à l'Azerbaïdjan, Moscou a mis de l'huile sur le feu et a focalisé l'attention sur les tensions entre voisins, minimisant les critiques du pouvoir central. En favorisant les Azéris, l'URSS s'est rapprochée de la communauté turcophone et, par conséquent, de la future République de Turquie.

Avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, la politique de « Glasnost » favorisant la liberté d'expression et l'avènement des nationalismes a donné un second souffle aux revendications des Arméniens quant au rattachement du Haut-Karabakh à la République d'Arménie. Après le refus de Gorbatchev et de l'Azerbaïdjan en 1985, un conflit a éclaté en 1988 entre les Arméniens du Haut-Karabakh et l'Azerbaïdjan, créant un exode important des populations vers leur pays d'appartenance.

Suivant la chute de l'URSS en 1991, l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont devenus pleinement indépendants, et la région du Haut-Karabakh a proclamé son indépendance par référendum sous le nom de République de l'Artsakh, mais celle-ci n'a pas été reconnue par le pouvoir azéri. Une guerre a alors éclaté, menant à une victoire arménienne. De ce fait, l'Arménie a pris le contrôle de territoires englobant la région à l'origine des tensions ainsi que des territoires au sud et à l'est de celle-ci. Un cessez-le-feu est signé en 1994, mais l'Azerbaïdjan ne s'est jamais résolu à l'abandon de ces régions.

À cette époque, la République de l'Artsakh (très étroitement liée à l'Arménie) comptait sur la dégradation des négociations de paix pour devenir de facto un État indépendant. Après 1994, des escarmouches entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont rythmé le conflit, menant à la seconde guerre du Haut-Karabakh en 2020.

Celle-ci a été déclenchée par l'offensive azérie au Sud, et a mené à une reconquête de cette partie du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan. Cet assaut a fait suite à des années de préparation, notamment par l'augmentation importante de ses dépenses militaires, mais surtout avec un fort soutien turc par le biais d'exercices militaires formateurs et la fourniture d'armements.

En septembre 2023, l'Azerbaïdjan a relancé une offensive sur la République de l'Artsakh et a obtenu rapidement leur capitulation, ainsi que la dissolution complète de cette République au 1<sup>er</sup> janvier 2024, parvenant ainsi à une victoire azérie totale. L'Arménie avait alors pris la décision de ne prendre part ni dans ce dernier conflit ni dans la signature du cessez-le-feu. La conséquence de ces derniers événements a été le déplacement des populations arméniennes vivant dans l'ancienne République d'Artsakh vers l'Arménie.

## **LE GRAND FRÈRE RUSSE NE VIENT PAS AU SECOURS DE L'ARMÉNIE**

Ces dernières années, l'Arménie s'est rapprochée de l'Occident, à l'image du rapprochement avec la France qui dispose d'une importante communauté arménienne. Ainsi, Vladimir Poutine a semblé de moins en moins enclin à secourir l'Arménie du fait de cette tendance. Concentré sur l'effort de guerre en Ukraine, ce dernier a pris le risque de laisser la Turquie devenir l'acteur dominant de la région du Caucase.

## **UN TOURNANT MAJEUR DANS LE CONFLIT**

Ce jeudi 13 septembre, Bakou annonçait, suivi par Erevan, l'imminence de la signature d'un accord de paix à l'issue du processus de négociations. Le fait que l'Azerbaïdjan ait pris les devants avec une telle déclaration en dit long sur les rapports de force entre les deux États, résultat d'un coup d'éclat azéri sur le champ de bataille. Un tel accord entre Bakou et Erevan constituerait un véritable tournant en faveur d'une paix durable dans la région du Caucase, tourmentée par des conflits répétés entre les deux nations héritières de l'URSS. Enfin l'Arménie, n'ayant pas les moyens financiers de se réarmer pour tenter de récupérer les territoires perdus, a dû faire de larges concessions à propos du tracé des frontières. L'Arménie se retrouve désormais dans une position délicate, car enclavée et entourée de pays hostiles, avec une Russie désintéressée.

## LIVRE BLANC EUROPÉEN : POUR UNE DÉFENSE EUROPÉENNE AUTONOME ?

Nina LAFON

« La sécurité de l'Ukraine, celle de l'Europe, celle des partenaires transatlantiques et celle du monde sont indissociables », voici ce qui a été annoncé par la Commission européenne le jeudi 6 mars 2025, lors d'une réunion extraordinaire portant sur l'Ukraine. Quelques semaines après, le mercredi 19 mars, la Commission européenne a dévoilé son Livre blanc. Annoncé par Andrius Kubilius, commissaire européen à la défense, et Kaja Kallas, cheffe de la diplomatie européenne, ce Livre blanc s'inscrit dans une longue suite d'évènements perturbateurs pour le Vieux Continent. A la suite de l'invasion de l'Ukraine en 2022 et plus récemment, du désengagement flagrant de Trump vis-à-vis de l'Europe, le concept d'une autonomie stratégique européenne revient en force avec ce Livre blanc.

### REARM EUROPE, DE QUOI PARLE-T-ON CONCRÈTEMENT ?

Dans le cadre du plan ReArm Europe, plusieurs mesures vont être mises en place. Parmi les initiatives proposées, une dérogation au Pacte de stabilité et de croissance (PSC), la création du mécanisme SAFE, l'utilisation de fonds européen pour soutenir les industries de la défense et enfin l'élargissement du mandat de la Banque européenne d'investissements (BEI) permettront l'agrandissement des financements accordés à la défense et à la sécurité. De manière plus détaillée, une dérogation au PSC permettra aux États membres de dépenser davantage dans le domaine de la défense, sans risquer les sanctions prévues par le Pacte.

Le mécanisme SAFE quant à lui, facilitera l'investissement massif des États membres dans le domaine de la défense grâce à des prêts pouvant aller jusqu'à 150 milliards d'euros. Au sein des 800 milliards d'euros mentionnés par von der Layen, 150 milliards d'euros proviennent du mécanisme SAFE. Pour les 650 milliards restants, ce sont les budgets liés à la défense des États membres qui sont compris. Alors si l'inquiétude règne au sein des pays membres quant à un risque d'endettement, les efforts supplémentaires fournis par les États seront toutefois exemptés des règles européennes sur la dette et le déficit. Ce plan ReArm Europe s'inscrit donc dans une volonté des États membres de vouloir garder la mainmise sur leur politique de défense.



La question du nom ReArm Europe a posé problème pour certains chefs d'États de l'Union européenne. Après des critiques exprimées par Giorgia Meloni, la Première ministre de l'Italie et Pedro Sánchez, chef du gouvernement espagnol, la Commission européenne a décidé de revoir le nom de son plan de réarmement européen, jugé « *d'approche incomplète* » par le Premier ministre espagnol. En effet, le plan ReArm Europe englobe des domaines plus larges que celui de l'armement. Ainsi, Ursula von der Layen, très réceptive aux remarques des représentants des gouvernements de ses pays membres, a décidé de requalifier le plan pour le changer en Readiness 2030, soit Préparation à l'horizon 2030 en français.



## LE LIVRE BLANC, C'EST QUOI ?

Un Livre blanc représente généralement la feuille de route en matière de défense que se donne un gouvernement. On peut notamment citer le National Defense Strategy pour les Etats-Unis, le Livre blanc sur la défense nationale pour la Chine ou encore le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013 pour la France. Concernant le Livre blanc européen, annoncé le 19 mars dernier, l'objectif est ici de combler les lacunes auxquelles l'UE fait face depuis de longues années. Les grandes orientations stratégiques visent notamment à soutenir l'Ukraine, ainsi que l'industrie de défense européenne ou l'amélioration de la défense avec des technologies de rupture (IA, quantique, cybernétique etc.). Sept domaines ont été choisis pour répondre aux nombreuses insuffisances européennes à propos de la défense. De manière non-exhaustive : la défense aérienne et antimissile, les drones et systèmes anti-drones, les munitions et missiles ou encore les fameuses technologies de rupture, en comptant la guerre électronique.

Pour ce Livre blanc, deux réunions extraordinaires ont été organisées. Elles ont rassemblé les 27 États membres de l'UE, pour discuter de la guerre en Ukraine et de la sécurité européenne. Le texte portant sur l'Ukraine annonce plusieurs éléments. Premièrement, un soutien moral et financier (50 milliards d'euros d'aide militaire) est renouvelé. Pour l'Europe, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 met en péril la sécurité du continent et constitue le défi majeur auquel l'UE doit faire face. La continuation d'une coopération avec l'OTAN est également mentionnée, ce qui sème le doute sur l'acquisition d'une autonomie stratégique européenne.

## VERS UNE AUTONOMIE STRATÉGIQUE EUROPÉENNE ?

Le terme d'autonomie stratégique apparaît pour la première fois dans le Livre blanc français de 1994, chère au Général de Gaulle. Notion devenue européenne en 2013, le terme d'autonomie stratégique s'est renforcé au fil des ans et au gré des stratégies adoptées par l'UE. Si cette notion concerne le domaine de la défense, cela englobe désormais d'autres tels que l'économie ou la technologie, des domaines dans lesquels l'UE reste dépendante des Etats-Unis. Pour l'Union européenne, cela consiste à protéger ses citoyens sans dépendre d'aides extérieures.

Lors de la réunion extraordinaire du 6 mars dernier, la Commission européenne conclut ceci : « le Conseil européen souligne que l'Europe doit devenir plus souveraine, assumer une plus grande responsabilité en ce qui concerne sa propre défense et être mieux à même d'agir ainsi que de faire face de manière autonome aux menaces et aux défis immédiats et futurs ». Ce terme renaît, en raison des nombreuses tensions géopolitiques récentes qui inquiètent le Vieux Continent. Considérée comme initiatrice du concept, la France apparaît comme la cheffe de file d'un projet d'autonomie stratégique. Si dès le début de son mandat en 2017, le président français Emmanuel Macron parlait d'une « autonomie stratégique partagée », c'est lors d'une de ses dernières visites en Chine que le président a réaffirmé avec énergie que « l'autonomie stratégique doit être le combat de l'Europe ».



Face à l'arrivée de Trump au pouvoir et à la suite de ses dernières déclarations quant à un possible désengagement de la première puissance mondiale de l'Europe, certains pays sont sidérés. La confiance est brisée du côté des pays qui faisaient reposer leur défense nationale sur la défense de l'OTAN. Des divergences apparaissent alors entre les États membres. En 2020, l'ancienne ministre allemande de la défense Annegret Kramp-Karrenbauer déclarait : « Il faut en finir avec l'illusion d'une autonomie stratégique européenne ».

Toutefois, même si autonomie stratégique rimait avec coupure transatlantique, il est plus question de « préférence » européenne que de réelle séparation entre l'Union européenne et l'OTAN. En effet, Ursula von der Layen et l'ancien président du Conseil européen Charles Michel ont annoncé en 2023 que « *L'OTAN et l'UE jouent des rôles complémentaires, cohérents et se renforçant mutuellement au service de la paix et de la sécurité au niveau international.* » Cette vision européenne de l'autonomie stratégique précise tout de même qu'une recherche d'alliances de confiance est attendue. L'UE aurait l'opportunité d'assurer la protection de son continent et par la suite devenir un acteur clé lors d'une éventuelle prochaine crise.

Préférer l'Europe c'est avant tout soutenir les industries européennes, que ce soit dans le domaine de la défense que dans les nouveaux domaines. Pour le domaine des technologies, c'est ce qui a longtemps été abordé lors du Sommet sur l'IA en février dernier. Préférer l'Europe, c'est aussi ce qui a été annoncé dans le Livre blanc européen et le plan ReArm Europe, deux mesures qui forment le nouveau « paquet défense » européen. Alors si ces annonces font suite aux bouleversements géopolitiques récents, l'Europe a du chemin à parcourir pour s'affirmer sur la scène internationale et atteindre cet objectif d'autonomie stratégique tant recherché.

## ALLEMAGNE : LE BUNDESTAG TOUT JUSTE CONSTITUÉ, BERLIN RÉFORME SA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET DE DÉFENSE

*Axel DANTIN*

Alors que l'Allemagne vient tout juste de constituer son nouveau Bundestag, l'heure est aux changements. Après le choc de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les deux années de récession en 2023 et 2024 puis l'élection du président Trump à la Maison Blanche, à la fois protecteur et antagoniste, Berlin change de cap. Conscient de la situation préoccupante dans laquelle se trouve le pays, le futur probable chancelier Friedrich Merz se veut réformateur des dogmes établis, à commencer par l'orthodoxie budgétaire et la politique de défense.



### LA FIN DU FREIN À L'ENDETTEMENT

En Allemagne, la dette a toujours été très mal perçue dans l'imaginaire collectif. Étymologiquement, le terme « die Schuld » se traduit à la fois par « la dette » mais aussi par « la faute ». Cette aversion pour le laxisme budgétaire est principalement liée à une crainte de l'inflation, tenue pour responsable de la chute de la république de Weimar au début des années 1930. Ce respect de l'orthodoxie budgétaire est devenu un point de fierté pour la classe politique allemande qui n'a cessé de la défendre à l'échelle européenne. Après la crise financière de 2008, la règle du frein à la dette « Schuldenbremse » a été ajoutée à la Loi fondamentale, limitant la capacité du Bundesanleihe à augmenter davantage. Cela le limitait à hauteur de 0,35% du PIB, dans le cadre de mesures exceptionnelles.

Aujourd'hui, la situation semble plus délicate, aussi bien sur le plan économique que sécuritaire. Après la crise du COVID, l'Allemagne a conservé une dette relativement faible comparée aux autres grandes puissances économiques. Pour Marcel Fratzscher, président de l'Institut allemand de recherche économique, ce faible niveau d'endettement est une opportunité à exploiter pour répondre de manière contracyclique à la crise actuelle. Le 18 mars dernier, le Bundestag a voté pour une réforme freinant l'endettement, un premier tournant important dans la volonté allemande d'investir massivement. La réforme promue par le nouveau chancelier Merz prévoit une exemption du frein à la dette pour toutes les dépenses de défense supérieures à 1 % du PIB. Un nouveau fonds d'infrastructure de près de 550 milliards de dollars a également été créé, appelé « Finanzpaket ».

## UN PLAN D'INVESTISSEMENT DANS UN CONTEXTE MENAÇANT

Au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Olaf Scholz évoquait « le changement d'époque » (der Zeitenwandel) que vivait le pays. Aujourd'hui Friedrich Merz va plus loin et parle de « rupture d'époque » (der Epochenbruch). Le plan ne donne pas de chiffres concernant les dépenses militaires à venir, seulement une exemption du frein à la dette. Bien que ce « Finanzpaket » soit aussi dû à une conjoncture économique défavorable, c'est bien l'aspect sécuritaire qui prévaut. A peine élu, le président américain menaçait déjà l'Allemagne de retirer les troupes américaines du pays. Depuis, les Etats-Unis ont pris une série de mesures protectionnistes à l'encontre de l'Europe qui ne cessent d'éroder la confiance entre les deux pays. Il existe en Allemagne une forme de sidération, un sentiment de trahison de l'Etat censé garantir leur sécurité.



Bien que la Maison Blanche rassure ses homologues européens sur leur fiabilité et la volonté américaine à maintenir le parapluie nucléaire en Europe, quel Etat peut aujourd'hui décemment accepter de voir sa sécurité garantie par le bon vouloir du président Trump ? Berlin questionne l'alliance historique qui la lie avec les Etats-Unis tout en essayant de trouver un juste milieu entre sa tradition pacifique et la nécessité d'investir dans la défense militaire. Parallèlement à l'action allemande, la Commission européenne a dévoilé au lendemain du vote au Bundestag, le Livre blanc pour une défense européenne. Elle précise les grandes lignes du plan ReArm Europe, qui prévoit des dépenses de défense des Etats à hauteur de 800 milliards d'euros d'ici 2030.

### UNE CHANCE POUR L'EUROPE DE LA DÉFENSE ?

A Paris, le Gouvernement se réjouit des annonces faites par le futur chancelier Merz sur les questions de souveraineté européenne et de flexibilité budgétaire. Le chancelier a par exemple repris le terme de « *quoi qu'il en coûte* » du président Macron pour évoquer le budget de la défense. On peut aujourd'hui espérer, à Paris, voir les Allemands aux côtés de la France, devenir un fervent défenseur d'une stratégie européenne de défense. La stratégie européenne semble aujourd'hui assez claire. Ne pas aller jusqu'à la confrontation avec le président Trump, tout en construisant une plus grande indépendance européenne vis-à-vis des Etats-Unis. Il y aurait environ 40 000 soldats américains sur le sol allemand, ce qui est impossible à compenser sur le court terme. Le comportement de la Maison Blanche a aussi éveillé des craintes sur la sécurité nucléaire de l'Allemagne. Quelques jours après son élection, le chancelier a souhaité s'entretenir avec la France et la Grande-Bretagne à propos d'une extension de leur dissuasion nucléaire à l'Allemagne. Cela impliquerait un changement de doctrine total pour les deux puissances nucléaires comme pour Berlin. Au-delà des considérations doctrinales et techniques qu'impliquerait un tel changement, ces discours témoignent de la remise en cause totale des garanties de sécurité américaines ainsi qu'un recentrage stratégique sur le futur de la défense allemande : l'Europe. Il faut néanmoins être prudent et, malgré des signaux positifs, l'Europe est loin d'être unie. Certains pays comme l'Espagne et l'Italie ne se sentent pas concernés par le plan massif de réarmement. De plus, les Américains continueront à vendre massivement des armes en Europe.



Cela semble constituer une petite révolution pour l'Allemagne. Le changement de la politique budgétaire et la remise en cause de l'alliance nord-atlantique ont bouleversé les positions traditionnelles allemandes. Néanmoins, cela répond à une urgence dans un contexte particulier de menaces par la Russie et les Etats-Unis, conjugué à une forte crise économique. Plus qu'un changement de doctrine, un ajustement stratégique pour Berlin.

## INDONÉSIE. L'INCERTITUDE POLITIQUE ET FISCALE QUI RAPPELLE LA CRISE DE 1998

*Louna BOBINSKI*

La roupie indonésienne, le 25 mars dernier, est tombée à son plus bas niveau depuis la crise financière asiatique de 1998. Cette instabilité monétaire ravive les souvenirs d'une période où le pays avait connu de graves turbulences économiques et sociales. Toutefois, les origines de la crise actuelle diffèrent, tout comme les solutions envisagées.

### RETOUR SUR LA CRISE DE 1998

En 1998, l'Indonésie était l'un des pays les plus durement touchés par la crise financière asiatique. La dévaluation massive de la roupie, la fuite des capitaux et l'explosion de la dette avaient entraîné un effondrement économique, provoquant la chute du régime de Soeharto après plus de 30 ans de pouvoir. La roupie, qui était indexée au dollar avec une dépréciation contrôlée de 3 à 5 % par an, a subi de violentes attaques spéculatives suite à la crise thaïlandaise de 1997. Les réserves de change du pays ont été massivement mobilisées pour soutenir la devise, mais sans succès. En janvier 1998, la monnaie indonésienne avait perdu les trois quarts de sa valeur en cinq mois, franchissant le seuil des 10 000 roupies pour un dollar. Cette crise s'est propagée à l'ensemble de l'économie, aggravée par le manque de confiance des investisseurs et l'incapacité du gouvernement à appliquer les réformes exigées par le FMI. L'économie indonésienne a mis des années à se stabiliser grâce à des réformes structurelles et à une ouverture accrue aux investissements étrangers.



### COMPARAISON AVEC LA SITUATION ACTUELLE

Aujourd'hui, l'Indonésie est de nouveau confrontée à une forte dépréciation de sa monnaie, alimentée par plusieurs facteurs, l'incertitude budgétaire tout d'abord. En effet, les décisions fiscales du gouvernement sont critiquées pour leur manque de clarté, ce qui alimente la méfiance des investisseurs. À cela s'ajoutent les tensions commerciales mondiales et les restrictions imposées par les États-Unis à la Chine qui affectent l'économie sud-asiatique, fragilisant les chaînes d'approvisionnement dont dépend l'Indonésie.

Enfin, l'instabilité politique latente. Bien que le pays demeure une démocratie stable, certaines décisions économiques et budgétaires du gouvernement divisent et nourrissent l'incertitude. Malgré ces difficultés, il est important de souligner que la roupie figurait parmi les devises les plus performantes des marchés émergents en 2025, mais elle a depuis perdu plus de 3 % de sa valeur depuis le début de l'année.

## QUELS DÉFIS ET QUELLES PERSPECTIVES POUR L'INDONÉSIE ?

Face à cette situation, les autorités tentent d'apporter des réponses adaptées. Parmi les mesures envisagées :

- Le renforcement des réserves monétaires pour stabiliser la roupie.
- Les incitations aux investissements étrangers pour relancer la croissance.
- Une politique budgétaire plus prudente afin de rassurer les marchés.

L'Indonésie, forte de son expérience passée, saura-t-elle éviter une crise comparable à celle de 1998 ? La capacité du gouvernement à rassurer les investisseurs et à maintenir la stabilité sociale sera déterminante pour l'avenir économique du pays.

## PHILIPPINES : RETOUR SUR L'AFFAIRE DUTERTE

*Sarah GRUAND*

Ancien président des Philippines, figure controversée et instigateur d'une « guerre contre la drogue » qui a fait des milliers de morts, Rodrigo Duterte se retrouve aujourd'hui face à la justice internationale. Son arrestation en mars 2025 et son procès devant la Cour Pénale Internationale (CPI) marquent un tournant historique, relançant les discussions sur la responsabilité des dirigeants et les limites de la justice internationale. Mais l'affaire ne fait pas l'unanimité. Entre espoir pour les familles des victimes, contestation de la compétence de la Cour et divisions au sein de l'opinion publique philippine, le procès Duterte est au cœur des débats.

### LE PORTRAIT DE RODRIGO DUTERTE : DE MAIRE DE DAVAO À PRÉSIDENT DES PHILIPPINES

Rodrigo Duterte est un philippin né le 28 mars 1945. Homme de loi et de politique de longue date, il s'est d'abord investi localement dans la politique de la ville de Davao. Entre 1986 et 1998, il occupe le poste de maire ou maire adjoint. Puis entre 2001 et 2016, il est membre de la Chambre des Représentants des Philippines, avant de devenir président des Philippines jusqu'en 2022.

Son approche radicale de la lutte contre la criminalité et l'insécurité lui a valu une réputation controversée renforcée par les divers délits et crimes dont il a été accusé ou qu'il a reconnu. Salué par ses partisans pour sa fermeté, sa politique est critiquée par les organisations de défense des droits de l'Homme et les familles des victimes. Ses déclarations publiques, incluant une comparaison à Hitler et des propos sur l'élimination de criminels, témoignent de son style provocateur. Il a été comparé à Donald Trump pour ses discours choquants et son imprévisibilité. En 2022, il a choisi de renoncer à une nouvelle présidence. Sa fille, Sara Duterte a pris le relais à la tête du pays en tant que vice-présidente alliée avec Ferdinand Bongbong Marcos, mais elle fait désormais l'objet d'une procédure de destitution.



### LA « GUERRE CONTRE LA DROGUE » DE DUTERTE : VIOLENCE D'ÉTAT ET DÉRIVES AUTORITAIRES

Duterte, alors maire, s'était fait connaître pour sa lutte contre les gangs criminels de Davao, en tuant aussi bien les trafiquants que les consommateurs de drogue présumés avec l'aide alléguée de sa Davao Death Squad. Dès son ascension à la présidence, Duterte a entrepris une chasse aux sorcières contre toute personne, liée au trafic de drogue de près ou de loin, et parfois à d'autres délits ou crimes.

Les policiers, des groupes d'autodéfense et l'armée formaient le bras armé de cette politique. Des civils motivés par les encouragements de Duterte à se prendre pour des héros et à rendre justice eux-mêmes en faisaient également partie. La justice et les procédures légales ont été dédaignées au profit de la violence. Les opposants politiques ont été aussi pris pour cible. Ainsi, Leila de Lima, politicienne et défenseuse des droits de l'Homme, a été emprisonnée sur la base d'accusations liées à la drogue, sans fondement. Le bilan de cette « guerre » est lourd. Officiellement, environ 6200 morts sont recensés, mais la Commission des droits de l'Homme évalue le nombre de victimes à plus de 27 000, tandis que l'enquête de la CPI situe le total entre 12 000 et 30 000 décès.

L'héritage du passé autoritaire aux Philippines, notamment sous la dictature de Marcos, a façonné les relations entre civils et militaires, créant un contexte propice aux dérives politico-militaires observées sous Duterte. Aux Philippines, l'armée, influencée par son passé interventionniste, a constamment cherché à s'immiscer dans la politique et à exercer un rôle accru sur la société, mettant à mal le contrôle civil sur les forces armées. Suite aux discours de sécuritisation de Duterte, la guerre contre la drogue et d'autres problématiques sociales ont été présentées comme des menaces existentielles, permettant ainsi l'extension du pouvoir exécutif et la militarisation de la société. L'intervention accrue de l'armée dans des fonctions non traditionnelles, comme la répression contre les trafiquants de drogue et la gestion de la sécurité intérieure, démontre une tendance à la militarisation des Philippines.

## **UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE SUR LES CRIMES DE LA « GUERRE CONTRE LA DROGUE »**

Dès 2018, le Bureau du Procureur de la CPI a annoncé son intention d'enquêter sur les crimes potentiels commis lors de la campagne contre la drogue aux Philippines. Le 24 mai 2021, il a demandé l'autorisation d'ouvrir une enquête, qui a été accordée en septembre. Depuis, le gouvernement philippin s'y est opposé à plusieurs reprises et a fait appel, mais sans succès. Interpol a émis un mandat d'arrêt secret contre Duterte le 7 mars 2025. Le 11 mars, il a été arrêté par les autorités philippines à Manille alors qu'il revenait d'un voyage à Hong Kong, où il avait publiquement critiqué l'enquête de la CPI. Il a été remis à la Cour le lendemain.

Rodrigo Duterte fait désormais l'objet de poursuites devant la CPI sur le fondement de l'article 7 du Statut de Rome pour crime contre l'humanité, commis entre le 1<sup>er</sup> novembre 2011 et le 16 mars 2019. Il est accusé d'avoir convenu, « conjointement avec d'autres personnes et par leur intermédiaire, d'éliminer des individus qu'ils identifiaient comme des criminels présumés ou des personnes ayant des tendances criminelles, y compris, mais sans s'y limiter, les délinquants liés à la drogue, d'abord à Davao, puis dans l'ensemble du pays », notamment à travers la Davao Death Squad. La première comparution a eu lieu le 14 mars 2025 et était strictement informative. Elle marque le début de nombreuses audiences destinées à déterminer sa culpabilité.

## **LA COMPÉTENCE CONTESTÉE DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE**

La CPI est une juridiction pénale internationale permanente, instituée par le Statut de Rome, adoptée en 1998 et entrée en vigueur en 2002. Elle est compétente pour juger les individus responsables de crimes internationaux commis sur le territoire d'un État signataire ou par ses ressortissants. Les crimes concernés sont définis au chapitre 2 du Statut

Les Philippines ont signé le Statut en 2000 et l'ont ratifié en 2011, soumettant ainsi le pays à la juridiction de la Cour à compter de cette date, conformément à l'article 11 du Statut. Les faits qui sont reprochés à Duterte se sont déroulés entre 2011 et 2019.

Anticipant d'éventuelles poursuites, Duterte a fait la demande en 2018 puis retiré les Philippines du Statut de Rome en 2019. Toutefois, l'article 127 du Statut précise que « le retrait ne dégage pas l'État des obligations mises à sa charge par le présent Statut alors qu'il y était Partie. » L'interprétation de cette disposition a conduit à un débat au sein de la CPI. La majorité des juges des cours d'appel ont estimé que la Cour conservait sa compétence, mais les juges Perrin de Brichambaut et Lordkipanidze ont exprimé une opinion dissidente. Selon eux, la Cour n'aurait pas dû poursuivre Duterte, car les poursuites ont été engagées deux ans après la sortie officielle des Philippines. Ils soulignent que l'article 127 prévoit un délai d'un an avant qu'un retrait ne devienne effectif, période qui, selon eux, aurait dû suffire au Bureau du Procureur pour ouvrir des poursuites. En l'espèce, cela n'a pas été fait, ce qui, à leurs yeux, rend la décision majoritaire contestable et constitue une extension abusive de la compétence de la Cour.

## UN PROCÈS HISTORIQUE MARQUÉ PAR UNE OPINION PUBLIQUE DIVISÉE

Pour les familles des victimes, cette procédure judiciaire représente leur seul espoir d'obtenir justice, face à l'inaction de la justice philippine, notamment pour les plus pauvres, premières victimes des actions de Duterte. Ces familles n'ont pas les moyens d'intenter une action en justice et, pour beaucoup, ont à peine eu les ressources nécessaires pour enterrer leurs proches. Cette situation revêt également une importance particulière pour la communauté internationale, car il s'agit de la première arrestation par la CPI d'un ancien dirigeant asiatique, un symbole fort dans la lutte contre l'impunité, alors même que la CPI fait face à une attention croissante.



Cependant, une partie de la population continue de soutenir Duterte. Selon Reuters, un sondage récent révèle que seulement 51 % des Philippines estiment qu'il doit être traduit en justice. Bien qu'il ait déclaré publiquement qu'il accepterait d'être arrêté et jugé pour ses actes, les critiques envers la CPI persistent. La question de sa compétence est débattue, non pour des raisons de temporalité, mais plutôt parce que beaucoup estiment que c'est à la justice philippine de le juger. Pour la majorité des défenseurs de Duterte, tout ce processus est perçu comme injuste.

## LE PRIX DE L'INFORMATION : ÊTRE REPORTER À GAZA

Jade CAYZAC

« Lorsque tout cela a commencé, je n'avais que 21 ans, j'étais un étudiant avec des rêves comme tout le monde... » Lundi 24 mars, le reporter Hossam Shabat a été tué par une frappe israélienne à Gaza. Ces mots sont extraits d'un message qu'il avait pris soin d'écrire, se sachant menacé, publié par ses proches sur X, quelques heures après sa mort.

### HOSSAM SHABAT : METTRE UN VISAGE SUR LE JOURNALISME

En mars 2024, Hossam Shabat est interrogé par l'ONG libanaise The Legal Agenda. Il partageait ses expériences, sa souffrance et celle du peuple gazaouis, alors affamé par le blocus israélien. De cet interview se dessinait le portrait d'un jeune homme déterminé à transmettre la voix des siens, malgré les menaces et les pressions israéliennes. « Je n'ai pas quitté le nord de la bande de Gaza, et je ne partirai pas, malgré toutes les pressions que j'ai subies. Comme je l'ai dit, la mission est importante, et seuls l'image et l'audio peuvent exposer la vérité. ». Hossam était convaincu que « documenter les crimes de l'occupation et transmettre la voix du peuple à travers les médias » étaient les choses les plus puissantes qu'il pouvait « offrir à la cause palestinienne ». Bien que conscient des dangers liés à son activité, le journaliste a poursuivi sa mission, soutenant qu'il ne partirait et ne s'arrêterait pas. Quelques mois après, le 20 novembre 2024, il est filmé blessé par une seconde frappe alors qu'il couvrait le bombardement d'une maison. À l'issue de cet événement, il réitérait que la mission est trop importante pour céder à la peur, et ce, même au risque que la vérité ne se paie au prix fort. Au prix de sa vie.

Le lundi 24 mars 2025, Hossam Shabat est tué par un drone israélien, alors qu'il était à bord d'une voiture au Nord de la bande de Gaza, à Beit Lahiya. Une heure avant, il annonçait sur Instagram la mort de son collègue Mohammed Mansour, tué, ainsi que sa femme et son fils, par une frappe israélienne visant l'habitation où il avait trouvé refuge à Khan Younés.



## QUAND LE GILET « PRESSE » NE PROTÈGE PLUS

Les chiffres diffèrent selon les sources. Selon l'UNESCO, au moins 46 journalistes et professionnels des médias sont décédés dans le cadre de leurs fonctions depuis octobre 2023 en Palestine. Ce chiffre exclut les décès survenus sans rapport avec la profession. Le Syndicat des journalistes palestiniens donne le chiffre de 206 journalistes et employés des médias tués depuis le début de la guerre. Le 31 décembre 2024, Al Jazeera, pour lequel travaillait Hossam Shabat, publie un article pour honorer la mémoire de ceux qui ont perdu la vie en exerçant leur métier, et sensibiliser le public aux dangers que courent les journalistes dans les conflits armés. La base de données Know their names rapporte que du 7 octobre 2023 au 25 décembre 2024, au moins 217 journalistes ont été tués, ce qui ferait du conflit entre Israël et le Hamas le plus accablant de l'histoire pour la profession. L'article témoigne de la difficulté du métier en zone de guerre. L'incapacité d'accès des journalistes internationaux et les attaques directes contre les médias rendent le travail de terrain toujours plus périlleux.

Selon le secrétaire général de Reporters sans frontières, Christophe Deloire, il ne fait aucun doute que l'armée israélienne viole la quatrième convention de Genève. Ratifiée par 196 pays, dont Israël, elle impose aux États membres de protéger les journalistes, même en période de conflit. Pour Sami Abou Salem, du syndicat des journalistes palestiniens, la guerre est menée contre la presse, méthodiquement. Pour lui, pas de place au doute : « *Un missile s'est abattu sur la voiture de Hossam Shabat. Si ça avait été un tir de mortier, on aurait pu se dire que c'est un tir accidentel, mais là, il s'agit d'un missile précis qui a atteint Hossam Shabat* », et ce, alors que la voiture affichait la mention TV et le logo de la chaîne.

Face à ces accusations, l'armée israélienne a affirmé que Hossam Shabat était un « *tireur d'élite* » appartenant au bataillon Beit Hanoun, affilié au Hamas. Selon le site anglophone du journal israélien Yedioth Aharonoth, Hossam Shabat se ferait passer pour un journaliste d'Al Jazeera, ce qu'il a toujours fermement démenti. Le Comité de protection des journalistes a appelé Israël à « *cesser les allégations sans fondement pour justifier ses meurtres et mauvais traitements infligés aux représentants de la presse* ».

### « **TUER LE MESSAGER NE TUERA PAS LE MESSAGE** »

La zone est inaccessible aux journalistes étrangers, laissant à leurs homologues palestiniens la tâche de se débrouiller seuls, démunis de protection. Tâche à laquelle s'ajoutent leur statut de civil, les déplacements, la faim, la déshydratation, la fatigue et la peur. Mais ils persistent. Les victimes, comme Hossam Shabat et Mohammed Mansour, deviennent des figures de la lutte pour la liberté de la presse, face à un pouvoir qui tente de la restreindre.

Pour Forbidden Stories, les journalistes sont délibérément pris pour cible par Israël. Ce réseau international de journalistes s'est donné pour mission de poursuivre les enquêtes d'autres reporters réduits au silence. En juin 2024 et en mars 2025, l'organisation coordonne le Gaza Project, qui réunit une cinquantaine de journalistes issus de 18 médias internationaux. Faute de pouvoir se rendre sur le terrain, des enquêtes laborieuses sont menées à distance, à partir de données en sources ouvertes de l'OSINT.



Dans cette zone où les communications sont limitées, ces analyses recoupées permettent de déterminer des trajectoires balistiques et les positions des tirs en direction des journalistes. Le but : achever le travail de leurs confrères et établir l'éventuelle responsabilité du gouvernement israélien dans la mort des journalistes palestiniens. Une réponse nécessairement complexe dans un combat asymétrique où la réalité du terrain joue en leur défaveur et où le danger est devenu une constante.

L'information a ainsi un prix élevé à Gaza. La répression systématique des journalistes palestiniens ne cesse d'attirer l'attention de la communauté internationale qui appelle à la protection de ces hommes et ces femmes, conformément au droit international.

Dans son post aux allures testamentaires, Hossam Shabat demandait à ceux qui le liraient de « continuer à raconter nos histoires », pour que le message survive à son messenger, dans un conflit où le gilet de presse protège moins les journalistes qu'il ne les transforme en cible.

## EN IRAK, LE PROJET DE MODIFICATION LÉGISLATIVE DE LA LOI SUR LE STATUT PERSONNEL DE 1959, UN RISQUE DE REcul POUR LES DROITS DES FEMMES ?

Lilou THIBERT

Ce samedi huit mars se tenait la journée internationale des droits des femmes. Il est donc intéressant de rappeler que des associations comme la Coalition 188, un groupe d'ONG, d'hommes politiques et de militants veillent au respect de ces droits partout dans le monde. La Coalition 188 est notamment descendue dans les rues de Bagdad, Bassora, Dhi Qar, Babil, Diwaniyah, Kirkouk et Najaf, pour protester contre la modification de la loi sur le statut personnel de 1959 proposée par le Cadre de coordination, une coalition de partis islamistes chiites conservateurs.

### UN CONTEXTE PROMETTEUR MENACÉ ?

Historiquement, les femmes irakiennes sont considérées comme possédant plus de droits que la majorité de la population féminine du Moyen-Orient. En 1958, le Parlement irakien adopte la loi 188, la loi sur le statut personnel, elle est considérée comme une des lois les plus avant-gardistes de la région. Concrètement, il s'opère un transfert de compétences des autorités religieuses à l'Etat et son système judiciaire dans ce domaine. Cette législation a plusieurs effets sur les questions en matière d'affaires familiales. Elle régit notamment les mariages, les divorces, la garde des enfants et les successions. La loi restreint aussi la pratique de la polygamie et fixe l'âge minimum légal du mariage à 18 ans, bien que dans certains cas, selon les articles sept et huit, il soit possible de se marier dès quinze ans avec l'accord d'un juge. Déjà en 1970, la Constitution provisoire irakienne garantit formellement l'égalité des droits des femmes et le droit à l'éducation, le droit d'accès aux fonctions politiques et à la possession de biens. Et même si l'Irak tente de modifier la loi sur le statut personnel à de multiples reprises, toutes les tentatives de réformes échouent, même les plus récentes survenues en 2014 et 2017. Depuis l'invasion américaine en 2003, l'Irak évolue dans une période relativement stable lui permettant plusieurs avancées en matière de droits de l'Homme, comme la loi concernant les survivants yézidis ou la politique de protection des civils par exemple.

Pourtant, depuis la guerre du Golfe de 1991, la situation des femmes au sein de la société irakienne se détériore. Le pays reste fragile et profondément divisé. Les luttes politiques ont entravé l'adoption de projets de loi sur la protection de l'enfance ou les violences domestiques. Et malgré ces avancées en matière de droits humains le code pénal irakien actuel permet toujours « *aux maris de punir leur femme, aux parents de discipliner leurs enfants et aux auteurs de viols ou d'agressions sexuelles d'échapper aux poursuites ou de voir leur peine annulée s'ils épousent leur victime* ». Aussi, les peines concernant les actes de violences, comme le meurtre, sont punies par des peines atténuées s'ils ont des « motifs honorables ». Une exonération de responsabilité pénale peut être autorisée si des violences sont commises dans les limites prescrites par le droit musulman (la charia), la loi ou la coutume. Le concept de « *crime d'honneur* » s'inscrit dans cette dynamique comme un crime « *justifié ou expliqué par son instigateur comme une conséquence de la nécessité de défendre ou de protéger l'honneur de la famille* » comme le rapporte la britannique Madame Cryer pour la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes. Malgré les groupes de défense des droits des femmes, les efforts du Parlement stagnent et les survivantes de violences voient leurs accès aux refuges et à la justice limités. Ces refuges sont d'ailleurs rares, souvent critiqués voire attaqués par les familles ou perquisitionnés par les autorités.

## AU NIVEAU NATIONAL : UN RECUK DU DROIT DES FEMMES ?

Récemment, une coalition de partis islamistes chiites conservateurs appelée le Cadre de coordination, a proposé un projet de loi visant la modification de cette loi 188. Cet amendement propose de reconnaître légalement les mariages religieux afin de réduire le nombre d'unions non enregistrées. En théorie, les amendements à cette loi donneraient aux Irakiens la possibilité de choisir entre les autorités religieuses et la juridiction civile pour régler leurs affaires familiales, à savoir des questions comme le mariage, le divorce, la garde des enfants et l'héritage. Cependant, en pratique, cela pourrait avoir des conséquences importantes sur les droits fondamentaux des Irakiens.



Tout d'abord, de tels amendements pourraient créer une autorité législative parallèle appliquant les lois issues des interprétations de la loi islamique, pouvant entrer en contradiction avec l'autorité de l'Etat et limiter le droit constitutionnel à l'égalité. Effectivement, ce projet de loi concernant toutes les irakiennes sans distinction de leur religion, accorderait aux conseils religieux sunnites ou chiites le pouvoir d'appliquer un code de règles de la charia sur les questions de statut personnel. En matière de droit de la famille, les règles de la charia chiite ou sunnite peuvent déjà produire des effets juridiques lorsqu'elles sont invoquées devant les tribunaux ou des effets politiques lors de discours et de pratiques institutionnelles. Cette modification ouvrirait officiellement la voie à une gestion religieuse des affaires familiales.

Une autre contradiction des principes de justice et d'égalité entre toutes les religions présentes en Irak se dessine car, selon cet amendement, les institutions sunnites et chiites auraient l'autorité de valider les contrats de mariage avec une priorité sur les organes gouvernementaux. Ces modifications obligerait aussi les couples musulmans à choisir entre une école de pensée religieuse chiite ou sunnite lors de la conclusion d'un contrat de mariage. Une dimension qui entre en conflit avec les principes de liberté religieuse et intellectuelle.

Ces changements pourraient, contrairement à l'objectif annoncé, aggraver les cas de mariages informels hors du système judiciaire officiel. Les mariages non enregistrés peuvent servir à contourner les restrictions légales sur le mariage forcé, la polygamie et le mariage des enfants. Un problème déjà présent en Irak, où 22% des mariages non enregistrés concernent des filles de moins de quatorze ans. L'Irak est en effet un des pays où le taux de mariage d'enfants est l'un des plus élevés dans le monde avec 20% de jeunes filles mariées avant dix-huit ans et 7% avant l'âge de quinze ans.

Conséquemment, des risques concernant la santé des femmes émergent. En effet, sans certificat de mariage civil, les femmes rencontrent de graves difficultés à accéder aux services publics et à la protection sociale. De plus, sans mariage légal, les femmes ne peuvent donner naissance dans les hôpitaux et voient leur accès aux services obstétriques d'urgence limité. Il leur est également impossible d'obtenir des certificats de naissance pour leurs enfants.

Ce projet de loi pourrait aussi entraîner l'augmentation des grossesses chez de très jeunes femmes. Le projet de loi abaisserait effectivement l'âge légal minimum du mariage de dix-huit à neuf ans. Les opposants à cet amendement craignent une abolition complète de l'âge minimum du mariage pour les femmes musulmanes, une affirmation que réfutent ses partisans. Malgré tout, un tel abaissement, en outre des problèmes liés à l'enfantement précoce, pourrait complexifier l'accès à l'éducation après le mariage.

Pour les femmes divorcées, les amendements de la loi 188 pourraient supprimer des protections comme le droit d'occuper le domicile conjugal ou de recevoir un soutien financier de l'ancien mari. Les mariages non civils peuvent permettre d'échapper au paiement de pension alimentaire, ou imposer une notion d'« obligation maritale » comme condition de celle-ci. Ces modifications pourraient aussi influencer les droits de succession des femmes, les privant de leurs droits d'héritage sur les biens immobiliers et réduisant leur part de la succession de leurs parents par rapport à leurs frères.

Il est donc craint que ces mesures ne maintiennent l'inégalité des sexes, les cycles de pauvreté et de dépendance. Le Parlement a pourtant adopté ce 21 janvier la proposition d'amendement de la loi sur le statut personnel. Une adoption qui s'est faite sans vote, selon le député Nour Nafe, qui précise que les députés « n'avaient pas levé la main ». En outre, cette dernière version est apparemment considérablement moins explicite, même si elle rétablit les clauses de l'ancienne loi qui fixaient l'âge du mariage à 18 ou 15 ans, avec le consentement des tuteurs légaux et d'un juge.

L'entrée en vigueur de cet amendement, dépend désormais d'une ultime procédure parlementaire et d'une ratification par le président irakien, Abdel Latif Rachid, dans les quatre mois suivants cette adoption. Les clercs et les avocats ont donc quatre mois, depuis janvier, pour établir des réglementations spécifiques à la communauté.

## IMPLICATIONS INTERNATIONALES : LES ENGAGEMENTS IRAKIENS REMIS EN CAUSE ?



Outre les impacts sur les droits des femmes irakiennes, ce projet de loi menace de contredire plusieurs engagements internationaux pris par l'Irak. En ratifiant des accords tels que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1971), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1986) et la Convention relative aux droits de l'enfant (1994), l'Irak s'est engagé à promouvoir et respecter les droits humains. Or, les récentes controverses autour des tensions entre législations religieuses et obligations internationales ont conduit trois mécanismes des Nations Unies – le Comité des droits de l'enfant, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, et le Comité des questions économiques – à examiner la conformité de la République irakienne à ces engagements.

# SOURCES ARTICLES

## [AFRIQUE] LIBYE : TENSIONS POLITIQUES, CRISES MIGRATOIRES ET MENACES SUR LES DROITS HUMAINS

« Italian Activist David Yambio Alerts ICC Spyware Attack ». *The Guardian*, 19 mars 2025, [www.theguardian.com/world/2025/mar/19/italian-activist-david-yambio-alerts-icc-spyware-attack](https://www.theguardian.com/world/2025/mar/19/italian-activist-david-yambio-alerts-icc-spyware-attack).

« Critic of Italy-Libya Migration Pact Told He Was Target of Israeli Spyware ». *The Guardian*, 3 févr. 2025, [www.theguardian.com/technology/2025/feb/03/critic-of-italy-libya-migration-pact-told-he-was-target-of-israeli-spyware](https://www.theguardian.com/technology/2025/feb/03/critic-of-italy-libya-migration-pact-told-he-was-target-of-israeli-spyware).

« David Yambio, Rights Activist in Italy, Phone Spyware ». *The Guardian*, 11 févr. 2025, [www.theguardian.com/world/2025/feb/11/david-yambio-rights-activist-italy-phone-spyware](https://www.theguardian.com/world/2025/feb/11/david-yambio-rights-activist-italy-phone-spyware).

« SOS Méditerranée porte secours à 25 migrants au large de la Libye (9 mars 2025) ». *Le Parisien*, 9 mars 2025, [www.leparisien.fr/faits-divers/sos-mediterranee-porte-secours-a-25-migrants-au-large-de-la-libye-09-03-2025-WHOXIMCJPVDVBOV2QWNCBQJWEQ.php](https://www.leparisien.fr/faits-divers/sos-mediterranee-porte-secours-a-25-migrants-au-large-de-la-libye-09-03-2025-WHOXIMCJPVDVBOV2QWNCBQJWEQ.php).

« La Libye suspend dix ONG internationales accusées d'activités hostiles ». *Le Monde*, 3 avr. 2025, [www.lemonde.fr/afrique/article/2025/04/03/la-libye-suspend-dix-ong-internationales-accusees-d-activites-hostiles\\_6590371\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/04/03/la-libye-suspend-dix-ong-internationales-accusees-d-activites-hostiles_6590371_3212.html).

## [AFRIQUE] MAROC-ALGÉRIE : L'EAU, NOUVEL ÉPICENTRE D'UN VIEUX CONFLIT ?

Boya, Oualid, « L'Algérie accuse à tort le Maroc de l'assoiffer ». *Maroc Hebdo*, 31 Mai 2024, <https://www.maroc-hebdo.com/article/lalgerie-accuse-tort-maroc-lassoiffer>.

Collas, Aurélie, « Entre le Maroc et l'Algérie, l'oued Guir au cœur d'une « guerre de l'eau » aux enjeux cruciaux ». *Le Monde Afrique*, 12 Mars 2025, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/03/12/entre-le-maroc-et-l-algerie-l-oued-guir-au-c-ur-d-une-guerre-de-l-eau-aux-enjeux-cruciaux\\_6579493\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/03/12/entre-le-maroc-et-l-algerie-l-oued-guir-au-c-ur-d-une-guerre-de-l-eau-aux-enjeux-cruciaux_6579493_3212.html).

Kajja, Kamal, « Maroc, Algérie : nouvelles tensions sur fond de rivalités de pouvoir entre les deux voisins ». *Revue Hérodote* 2021/1 N° 180, 2021, <https://shs.cairn.info/revue-herodote-2021-1-page-72?lang=fr>.

Naït Iqbal, Samia, « Tensions entre l'Algérie et le Maroc : l'eau d'Oued Guir, nouveau point de friction ». *Le Matin d'Algérie*, 15 Mars 2025, <https://lematinalgerie.com/tensions-entre-lalgerie-et-le-maroc-leau-doued-guir-nouveau-point-de-friction/>.

Saini Fasanotti, Federica, « Will Western Sahara trigger the next crisis ? ». *GIS*, 9 Novembre 2022, <https://www.gisreportsonline.com/r/western-sahara-algeria-morocco/>.

## [AMÉRIQUE DU NORD] L'OPPOSITION AMÉRICAINNE FACE À DONALD TRUMP : UNE VOIX ÉTOUFFÉE ET UN LEADERSHIP AFFAIBLI DANS UN CLIMAT POLITIQUE FRACTURÉ

AFP. « Face à Trump, des démocrates toujours brouillons - L'Express ». *L'Express*, 9 mars 2025, <https://www.lexpress.fr/monde/face-a-trump-des-democrates-toujours-brouillons-NCEDLLCWYBDCDEIV5JPL6ATKEU/>.

« “Bouffon sous kétamine” : quand le discours d’un sénateur français devient viral aux États-Unis ». *Courrier international*, 8 mars 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/politique-bouffon-sous-ketamine-quand-le-discours-d-un-senateur-francais-devient-viral-aux-etats-unis-228528>.

« Etats-Unis: le démocrate Bernie Sanders, vent debout contre Donald Trump ». *Franceinfo*, 25 mars 2025, <https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/etats-unis-le-democrate-bernie-sanders-vent-debout-contre-donald-trump-7150488.html>.

« Face à Trump, où est passée l’opposition démocrate aux États-Unis? » *RFI*, 13 mars 2025, <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20250313-face-%C3%A0-trump-o%C3%B9-est-pass%C3%A9e-l-opposition-d%C3%A9mocrate-aux-%C3%A9tats-unis>.

« “Ils se montrent démesurément prudents” : divisé et impopulaire, le Parti démocrate américain hésite sur sa stratégie pour contrer Donald Trump ». *Franceinfo*, 20 mars 2025, <https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/ils-se-montrent-demesurement-prudents-divise-et-impopulaire-le-parti-democrate-americain-hesite-sur-sa-strategie-pour-contrer-donald-trump-7137636.html>.

James Carville. « Opinion | James Carville: It’s Time for a Daring Political Maneuver, Democrats - The New York Times ». *The New York Times*, 25 février 2025, <https://www.nytimes.com/2025/02/25/opinion/democrats-trump-congress.html>.

« L’administration Trump va changer les règles d’accès des médias à la Maison Blanche pour l’ouvrir à des journalistes sélectionnés par l’exécutif ». *Le Monde*, 25 février 2025, <https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/25/l-administration-trump-va-changer-les-regles-d-acces-des-medias-a-la-maison-blanche-pour-l-ouvrir-a-des-journalistes-selectionnees-par-l-executif-6563928-3210.html>.

*Le début du sursaut aux États-Unis pour les opposants à Trump? | 28 minutes | ARTE. 2025. www.youtube.com, <https://www.youtube.com/watch?v=yFURSOuOtYI>.*

Reston, Maeve. « Newsom effort to court the right with podcast draws liberal backlash - The Washington Post ». *The Washington Post*, 16 mars 2025, <https://www.washingtonpost.com/politics/2025/03/16/newsom-podcasts-kirk-bannon-democrats/>.

Scott, James M., et al. « Un spectateur ou un décideur ? Le Sénat dans la politique étrangère américaine contemporaine ». *Politique américaine*, vol. N° 22, no 2, 2013, p. 117-53, <https://doi.org/10.3917/polam.022.0117>. Cairn.info.

« Trump s’attelle au démantèlement du ministère de l’Éducation américain ». *Courrier international*, 21 mars 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/etats-unis-trump-s-attelle-au-demantelement-du-ministere-americain-de-l-education-229018>.

« Vidéo : un discours anti-Trump de Claude Malhuret, sénateur centriste français, fait le tour du monde ». *Le Monde*, 9 mars 2025, <https://www.lemonde.fr/videos/video/2025/03/09/video-un-discours-anti-trump-de-claude-malhuret-senateur-centriste-francais-fait-le-tour-du-monde-6577605-1669088.html>.

« Who is Elissa Slotkin, the Democrat who responded to Trump’s speech? » *BBC*, 5 mars 2025, <https://www.bbc.com/news/articles/c798egw3jz8o>.

Yang, Maya. « 'I'm not stepping down': Chuck Schumer defies Democrats' calls over funding bill | Democrats | The Guardian ». *The Guardian*, 23 mars 2025, <https://www.theguardian.com/us-news/2025/mar/23/chuck-schumer-democrats-funding-bill>.

#### [AMÉRIQUE DU NORD] ESCALADE DES TENSIONS ENTRE LES REBELLES HOUTHIS ET LES ÉTATS-UNIS

Catherine Duthu, « Argentine : la manifestation massive en mémoire de la dictature vire à la protestation contre le président Milei », *La Revue de Presse Internationale, France Culture*, 25 mars 2025, <https://open.spotify.com/episode/4U2AYN3VQm9oXpeAY1usQk?si=fb171caf82c54912>

Macarena Vidal Liy, « El Gobierno de Trump discute planes secretos de guerra en un chat en el que incluyó por error a un periodista », *El País*, 24 mars 2025, <https://elpais.com/internacional/2025-03-24/el-gobierno-de-trump-discute-planes-secretos-de-guerra-en-un-chat-en-el-que-incluyo-por-error-a-un-periodista.html>

Pierre Haski. « Je détesterai payer pour l'Europe une nouvelle fois » : quand le vice-président américain s'en prend aux "profiteurs" ». *Géopolitique, France Inter*, 25 mars 2025, <https://open.spotify.com/episode/0xwy07Z9ZQogntxGwv9Bv0?si=f71f71b27e8c4826>

« Yémen : au moins 31 morts dans des raids américains contre les Houthis », *TV5MONDE avec AFP*, 16 mars 2025, <https://information.tv5monde.com/international/yemen-au-moins-31-morts-dans-des-raids-americains-contre-les-houthis-2766461>

« Yémen: face à la menace des Houthis, le trafic maritime américain contraint d'éviter la mer Rouge », *RFI*, 24 mars 2025, <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20250324-y%C3%A9men-face-%C3%A0-la-menace-des-houthis-le-traffic-maritime-am%C3%A9ricain-contraint-d-%C3%A9viter-la-mer-rouge>

« Yémen: les rebelles houthis revendiquent une seconde attaque en mer Rouge contre un porte-avions américain », *RFI*, 17 mars 2025, <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20250317-y%C3%A9men-les-rebelles-houthis-revendiquent-une-seconde-attaque-en-mer-rouge-contre-un-porte-avions-am%C3%A9ricain>

#### [AMÉRIQUE DU NORD] TENSION ENTRE LE GROENLAND ET LES ÉTATS UNIS

Descamps P. "Affoller la meute " *Le Monde Diplomatique*, 2025 <https://www.monde-diplomatique.fr/2025/02/DESCAMPS/68032>

Tamsin P. "Les États-Unis "n'obtiendront pas" le Groenland, affirme son Premier ministre", *euronews*, 2025

<https://fr.euronews.com/2025/03/31/les-etats-unis-nobtiendront-pas-le-groenland-affirme-son-premier-ministre>

Barnay M. " Un État à la botte de M. Trump" *Le Monde Diplomatique*, 2025 <https://www.monde-diplomatique.fr/2025/03/BARNAY/68105>

Le Monde. "Main basse sur le Groenland." *Le Monde*, 26 mars 2025, [www.lemonde.fr/idees/article/2025/03/26/main-basse-sur-le-groenland\\_6586406\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2025/03/26/main-basse-sur-le-groenland_6586406_3232.html).

Le Monde. "Soyons clairs : les États-Unis n'obtiendront pas le Groenland, prévient le nouveau Premier ministre du territoire autonome danois." *Le Monde*, 30 mars 2025, [www.lemonde.fr/international/article/2025/03/30/soyons-clair-les-etats-unis-n-obtiendront-pas-le-groenland-previent-le-nouveau-premier-ministre-du-territoire-autonome-danois\\_6588504\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/30/soyons-clair-les-etats-unis-n-obtiendront-pas-le-groenland-previent-le-nouveau-premier-ministre-du-territoire-autonome-danois_6588504_3210.html).

National Geographic France. "Géopolitique, stratégie, négociations : pourquoi les États-Unis convoitent-ils tant le Groenland ?" *National Geographic*, 2025, [www.nationalgeographic.fr/histoire/geopolitique-strategie-negociations-pourquoi-les-etats-unis-convoitent-ils-tant-le-groenland](http://www.nationalgeographic.fr/histoire/geopolitique-strategie-negociations-pourquoi-les-etats-unis-convoitent-ils-tant-le-groenland).

## [AMERIQUE LATINE] L'ÉTAT D'URGENCE DÉCLARÉ À LIMA

AFP. « Au Pérou, l'état d'urgence décrété dans la capitale en raison d'une augmentation des meurtres liés à l'extorsion ». Franceinfo, 17 mars 2025, Consulté le 30 mars 2025, [https://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/au-perou-l-etat-d-urgence-decrete-dans-la-capitale-en-raison-d-une-augmentation-des-meurtres-lies-a-l-extorsion\\_7134966.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/au-perou-l-etat-d-urgence-decrete-dans-la-capitale-en-raison-d-une-augmentation-des-meurtres-lies-a-l-extorsion_7134966.html).

Associated Press, Lima. « Le Pérou déploie l'état d'urgence et l'armée face à une flambée de violence ». Le Devoir, 18 mars 2025, Consulté le 30 mars 2025, <https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/856705/perou-deploie-etat-urgence-armee-face-flambee-violence>.

Courrier International. « Lima en état d'urgence après le meurtre d'un célèbre chanteur péruvien ». Courrier international, Basé sur un article du journal péruvien Correo, 17 mars 2025, Consulté le 30 mars 2025, [https://www.courrierinternational.com/une/une-du-jour-lima-en-etat-d-urgence-apres-le-meurtre-d-un-celebre-chanteur\\_228802](https://www.courrierinternational.com/une/une-du-jour-lima-en-etat-d-urgence-apres-le-meurtre-d-un-celebre-chanteur_228802).

Courrier International. « Pérou : une série d'attaques à l'explosif replonge le pays dans la "terreur des années 1980" ». Courrier international, Basé sur un article du journal péruvien Correo, 17 janvier 2025, Consulté le 30 mars 2025, [https://www.courrierinternational.com/une/une-du-jour-perou-une-serie-d-attaques-a-l-explosif-replonge-le-pays-dans-la-terreur-des-annees-1980\\_226690](https://www.courrierinternational.com/une/une-du-jour-perou-une-serie-d-attaques-a-l-explosif-replonge-le-pays-dans-la-terreur-des-annees-1980_226690).

Taleb, Y. « La valse des ministres de l'Intérieur au Pérou : sept en deux ans ». Menara, 25 mars 2025, Consulté le 30 mars 2025, <http://www.menara.ma/fr/article/la-vals-des-ministres-de-linterieur-au-perou-sept-en-deux-ans>.

## [AMERIQUE LATINE] UNE NOUVELLE AUTOROUTE AU COEUR DE L'AMAZONIE

Corbillon Justine, « VÉRIF' - Autoroute près du site de la COP30 : la polémique qui cache la destruction de la forêt amazonienne », 24 mars 2025 <https://www.tf1info.fr/environnement-ecologie/infos-video-autoroute-pres-du-site-de-la-cop-30-la-polemique-qui-cache-la-destruction-de-la-foret-amazonienne-2360897.html>

Courrier International, « Environnement. Brésil : une autoroute en pleine forêt amazonienne fait polémique avant la COP30 », 14 mars 2025 [https://www.courrierinternational.com/article/environnement-bresil-une-autoroute-en-pleine-foret-amazonienne-fait-polemique-avant-la-cop30\\_228774](https://www.courrierinternational.com/article/environnement-bresil-une-autoroute-en-pleine-foret-amazonienne-fait-polemique-avant-la-cop30_228774)

Kirilowits Nicolas, « L'ONU NE CONSTRUIT PAS UNE AUTOROUTE DANS LA FORÊT AMAZONIENNE POUR LA COP30 », 16 mars 2025 <https://lessurligneurs.eu/lonu-ne-construit-pas-une-autoroute-dans-la-foret-amazonienne-pour-la-cop30/>

Les Echos, « Brésil : une autoroute construite en pleine forêt amazonienne à Belém, ville hôte de la COP 30 », 13 mars 2025 <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/bresil-une-autoroute-construite-en-pleine-foret-amazonienne-pour-la-cop-30-2153797#:~:text=Enjeux Internationaux-,Brésil : une autoroute construite en pleine forêt amazonienne à Belém,le climat en novembre 2025>

Piccolo Coppelia et Pezet Jacques, « Environnement : une autoroute a-t-elle vraiment été construite en pleine forêt amazonienne pour les besoins de la COP30 ? », 17 mars 2025 [https://www.liberation.fr/checknews/environnement-une-autoroute-a-t-elle-vraiment-ete-construite-en-pleine-foret-amazonienne-pour-les-besoins-de-la-cop30-20250317\\_KBXC3YT7VGGFKULTUA5BSRNYQ/](https://www.liberation.fr/checknews/environnement-une-autoroute-a-t-elle-vraiment-ete-construite-en-pleine-foret-amazonienne-pour-les-besoins-de-la-cop30-20250317_KBXC3YT7VGGFKULTUA5BSRNYQ/)

Portoles Antoine, « Forêt amazonienne : un déconcertant projet d'autoroute qui traverse le poumon vert de la planète... vers la ville hôte de la COP30 », 13 mars 2025 <https://www.humanite.fr/environnement/amazone/foret-amazonienne-en-quoi-consiste-le-projet-dautoroute-qui-traverse-le-poumon-vert-de-la-planete-vers-la-ville-hote-de-la-cop30>

Rey-Bethbeder Mailis, « Une autoroute construite dans la forêt amazonienne pour le sommet sur le climat ? La COP 30 dément », 14 mars 2025 [https://www.liberation.fr/checknews/environnement-une-autoroute-a-t-elle-vraiment-ete-construite-en-pleine-foret-amazonienne-pour-les-besoins-de-la-cop30-20250317\\_KBXCUC3YT7VGGFKULTUA5BSRNYQ/](https://www.liberation.fr/checknews/environnement-une-autoroute-a-t-elle-vraiment-ete-construite-en-pleine-foret-amazonienne-pour-les-besoins-de-la-cop30-20250317_KBXCUC3YT7VGGFKULTUA5BSRNYQ/)

Wells Ione, « Amazon forest felled to build road for climate summit », 12 mars 2025 <https://www.bbc.com/news/articles/c9vy191rgn1o>

#### [AMERIQUE LATINE] L'ARGENTINE CHERCHE UN NOUVEL ACCORD AVEC LE FMI

Agence France Presse. « Le FMI confirme que l'Argentine a demandé un nouveau prêt de 20 milliards de dollars », *Le Figaro*, 28 mars 2025, <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-fmi-confirme-que-l-argentine-a-demande-un-nouveau-pret-de-20-milliards-de-dollars-20250328>

Agence France Presse. « Argentine : feu vert du parlement pour un accord avec le FMI, la rue mobilisée », *L'Express*, 19 mars 2025, [https://www.lexpress.fr/monde/argentine-feu-vert-du-parlement-pour-un-accord-avec-le-fmi-la-rue-mobilisee-QEW2SERVVNHOZIO3O6JHPWIR6Q/?cmp\\_redirect=true](https://www.lexpress.fr/monde/argentine-feu-vert-du-parlement-pour-un-accord-avec-le-fmi-la-rue-mobilisee-QEW2SERVVNHOZIO3O6JHPWIR6Q/?cmp_redirect=true)

Reuters. « L'Argentine et le FMI finalisent un accord pour un prêt de 20 milliards de dollars », *Boursier.com*, 27 mars 2025, <https://www.boursier.com/actualites/economie/l-argentine-et-le-fmi-finalisent-un-accord-pour-un-pret-de-20-milliards-de-dollars-52612.html>

Torquebiau, Marion. « L'Argentine sur la bonne voie pour un accord crucial avec le FMI », *Les Echos*, 20 mars 2025, <https://www.lesechos.fr/monde/ameriques/largentine-sur-la-bonne-voie-pour-un-accord-crucial-avec-le-fmi-2155194>

#### [AMERIQUE LATINE] LE NICARAGUA SE RETIRE DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

Bodiguel, Jocelyn. « Qu'est-ce que l'état de droit? » *L'Organisation des Nations Unies et l'Etat de droit*, <https://www.un.org/ruleoflaw/fr/what-is-the-rule-of-law/>. Consulté le 31 mars 2025.

El Economista. *Nicaragua se retira del Consejo de DDHH de la ONU*. 2025, <https://www.youtube.com/watch?v=0OzC-6jsvF4>.

Esparza, Daniel. « Nicaragua Exits U.N. Rights Council after Damning Report ». *Aleteia – Catholic Spirituality, Lifestyle, World News, and Culture*, <https://aleteia.org/2025/03/09/nicaragua-exits-u-n-rights-council-after-damning-report/>. Consulté le 31 mars 2025.

Laborie, Élodie. *Violations des droits humains en Turquie, au Nicaragua et au Nigeria* | Actualité | Parlement européen. 13 février 2025, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20250206IPR26753/violations-des-droits-humains-en-turquie-au-nicaragua-et-au-nigeria>.

*Le Nicaragua annonce se retirer du Conseil des droits de l'homme de l'ONU*. 28 février 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/28/le-nicaragua-annonce-se-retirer-du-conseil-des-droits-de-l-homme-de-l-onu\\_6568261\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/28/le-nicaragua-annonce-se-retirer-du-conseil-des-droits-de-l-homme-de-l-onu_6568261_3210.html).

« Nicaragua : la situation des droits humains ». *Amnesty International*, <https://www.amnesty.org/fr/location/americas/central-america-and-the-caribbean/nicaragua/report-nicaragua/>. Consulté le 31 mars 2025.

« Nicaragua : un rapport de l'ONU souligne la persistance des violations des droits humains et la détérioration des espaces civiques et démocratiques ». *OHCHR*, <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2024/09/nicaragua-un-report-highlights-continued-human-rights-violations-and-erosion>. Consulté le 31 mars 2025.

## **[EURASIE] RUSSIE : L'AUBAINE DU RAPPROCHEMENT AVEC WASHINGTON SOUS L'ADMINISTRATION TRUMP**

"Donald Trump aurait envoyé en secret des tests Covid à Vladimir Poutine en pleine pandémie, affirme une enquête." TF1 Info, <https://www.tf1info.fr/election-presidentielle-americaine/etats-unis-donald-trump-aurait-envoye-en-secret-des-tests-covid-a-vladimir-poutine-en-pleine-pandemie-affirme-une-enquete-2327601.html>.

"Guerre en Ukraine : à l'ONU, le rapprochement entre Washington et Moscou devient tangible." Le Monde, 26 févr. 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/26/guerre-en-ukraine-a-l-onu-le-rapprochement-entre-washington-et-moscou-devient-tangible\\_6564497\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/26/guerre-en-ukraine-a-l-onu-le-rapprochement-entre-washington-et-moscou-devient-tangible_6564497_3210.html).

"Guerre en Ukraine : Qui se positionne en maître de l'Europe ? Poutine en train de se moquer de Trump." 20 Minutes, 19 mars 2025, <https://www.20minutes.fr/monde/ukraine/4144242-20250319-guerre-ukraine-positionne-maitre-europe-poutine-train-moquer-trump>.

"Guerre en Ukraine : trêve partielle négociée entre les États-Unis et la Russie, un accord qui divise et inquiète." 20 Minutes, 19 mars 2025, <https://www.20minutes.fr/monde/ukraine/4144175-20250319-guerre-ukraine-treve-partielle-negociee-etats-unis-russie-divise-inquiete>.

"Le mois de février en dessins : droits de douane, IA, 'bromance' Trump-Poutine, salut nazi..." Le Monde, 28 févr. 2025, [https://www.lemonde.fr/la-matinale/article/2025/02/28/le-mois-de-fevrier-en-dessins-droits-de-douane-ia-bromance-trump-poutine-salut-nazi\\_6568427\\_4866763.html](https://www.lemonde.fr/la-matinale/article/2025/02/28/le-mois-de-fevrier-en-dessins-droits-de-douane-ia-bromance-trump-poutine-salut-nazi_6568427_4866763.html).

Russell, Alec. "Donald Trump's Foreign Policy Plan: Embrace Unpredictability." Financial Times, 28 oct. 2024, <https://www.ft.com/content/f18588c8-a122-4dc2-b095-0f75aeb748bf>.

"Vladimir Poutine juge Donald Trump intelligent et capable de trouver des solutions." Le Figaro, 28 nov. 2024, <https://www.lefigaro.fr/international/vladimir-poutine-juge-donald-trump-intelligent-et-capable-de-trouver-des-solutions-20241128>.

## **[EURASIE] KIRGHIZISTAN - TADJIKISTAN : UN ACCORD FRONTALIER HISTORIQUE POUR UNE PAIX FRAGILE**

AFP. « Le Kirghizstan annonce échanger des territoires contestés avec le Tadjikistan. » Challenges, 27 février 2025, [https://www.challenges.fr/monde/le-kirghizstan-annonce-echanger-des-territoires-contestes-avec-le-tadjikistan\\_599620](https://www.challenges.fr/monde/le-kirghizstan-annonce-echanger-des-territoires-contestes-avec-le-tadjikistan_599620).

AP. « Four Die as Tajikistan and Kyrgyzstan Armies Clash on Disputed Border. » The Guardian, 29 avril 2021, <https://www.theguardian.com/world/2021/apr/29/tajikistan-and-kyrgyzstan-armies-clash-on-disputed-border>.

Ferrando, Olivier. « Kirghizstan-Tadjikistan : la fin du dernier litige territorial d'Asie centrale. » The Conversation, 27 mars 2025, <http://theconversation.com/kirghizstan-tadjikistan-la-fin-du-dernier-litige-territorial-dasie-centrale-252851>.

« Le Kirghizistan annonce un accord avec le Tadjikistan sur la dernière frontière contestée d'Asie centrale ». Le Monde, 4 décembre 2024, [https://www.lemonde.fr/international/article/2024/12/04/le-kirghizistan-annonce-un-accord-avec-le-tadjikistan-sur-la-derniere-frontiere-contestee-d-asie-centrale\\_6429153\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/12/04/le-kirghizistan-annonce-un-accord-avec-le-tadjikistan-sur-la-derniere-frontiere-contestee-d-asie-centrale_6429153_3210.html).

« Le Kirghizstan conclut un accord avec le Tadjikistan sur la dernière frontière contestée d'Asie centrale. » Le Figaro, 4 décembre 2024, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/le-kirghizstan-conclut-un-accord-avec-le-tadjikistan-sur-la-derniere-frontiere-contestee-d-asie-centrale-20241204>.

« Le Tadjikistan et le Kirghizistan enterrent leur long conflit frontalier. » Courrier International, 17 mars 2025, [https://www.courrierinternational.com/article/geopolitique-le-tadjikistan-et-le-kirghizistan-enterrent-leur-long-conflit-frontalier\\_228846](https://www.courrierinternational.com/article/geopolitique-le-tadjikistan-et-le-kirghizistan-enterrent-leur-long-conflit-frontalier_228846).

« Les conflits à la frontière entre Tadjikistan et Kirghizstan continuent. » Novastan, 6 janvier 2020, <https://novastan.org/fr/kirghizstan/les-conflits-a-la-frontiere-entre-tadjikistan-et-kirghizstan-continuent/>.  
Thorez, Julien. « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, Nations et régions en recomposition. » Outre-Terre, vol. 48, no. 3, 2016, pp. 28-59. shs.cairn.info, <https://doi.org/10.3917/oute1.048.0028>.

### **[EURASIE] : L' « ÉTRANGER PROCHE » DE LA RUSSIE : UNE DICHOTOMIE POLITIQUE**

AFP. « La Russie et la Biélorussie opèrent un rapprochement économique. » Le Monde, 10 septembre 2021, [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/09/10/la-russie-et-la-bielorussie-operent-un-rapprochement-economique\\_6094089\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/09/10/la-russie-et-la-bielorussie-operent-un-rapprochement-economique_6094089_3210.html).

AFP. « Législatives en Géorgie : les résultats finaux confirment la victoire du parti au pouvoir. » Le Monde, 16 novembre 2024, [https://www.lemonde.fr/international/article/2024/11/16/legislatives-en-georgie-les-resultats-finaux-confirment-la-victoire-du-parti-au-pouvoir\\_6396784\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/11/16/legislatives-en-georgie-les-resultats-finaux-confirment-la-victoire-du-parti-au-pouvoir_6396784_3210.html).

Chastand, Jean-Baptiste. « En Roumanie, le candidat prorusse à la présidentielle Calin Georgescu inculpé sur fond d'interrogations sur le financement de sa campagne. » Le Monde, 27 février 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/27/en-roumanie-le-candidat-prorusse-a-la-presidentielle-calin-georgescu-inculpe-sur-fond-de-soupcons-d-ingerence-de-moscou\\_6566262\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/27/en-roumanie-le-candidat-prorusse-a-la-presidentielle-calin-georgescu-inculpe-sur-fond-de-soupcons-d-ingerence-de-moscou_6566262_3210.html).

Grynszpan, Emmanuel. « Moldavie : la pro-européenne Maia Sandu réélue présidente, un revers pour le Kremlin. » Le Monde, 4 novembre 2024, [https://www.lemonde.fr/international/article/2024/11/04/moldavie-la-proeuropeenne-maia-sandu-reelue-presidente-un-nouveau-revers-pour-le-kremlin\\_6374711\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/11/04/moldavie-la-proeuropeenne-maia-sandu-reelue-presidente-un-nouveau-revers-pour-le-kremlin_6374711_3210.html).

Karmanau, Yuras. « Le dirigeant autoritaire de la Biélorussie prête serment pour un 7e mandat consécutif. » L'actualité, 25 mars 2025, <https://lactualite.com/actualites/le-dirigeant-autoritaire-de-la-bielorussie-prete-serment-pour-un-7e-mandat-consecutif/>.

Vincent, Faustine. « En Biélorussie, l'autocrate Alexandre Loukachenko s'octroie une victoire écrasante à la présidentielle. » Le Monde, 27 janvier 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/01/27/en-bielorussie-l-autocrate-alexandre-loukachenko-s-octroie-une-victoire-ecrasante-a-la-presidentielle\\_6517436\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/01/27/en-bielorussie-l-autocrate-alexandre-loukachenko-s-octroie-une-victoire-ecrasante-a-la-presidentielle_6517436_3210.html).

### **[EURASIE] ACCORD DE PAIX HISTORIQUE ENTRE L'ARMÉNIE ET L'AZERBAÏDJAN**

Duban, Clara, avec le service infographie. « Cinq cartes pour comprendre le conflit du Haut-Karabagh qui oppose l'Arménie à l'Azerbaïdjan. » Ouest-France.fr, 16 janvier 2024, <https://www.ouest-france.fr/europe/armenie/cinq-cartes-pour-comprendre-le-conflit-du-haut-karabagh-qui-oppose-larmenie-a-lazerbaïdjan-75a49c22-a677-11ee-bd70-78fa15e16d04>.

« Haut-Karabakh : comprendre ce conflit centenaire qui embrase les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. » Le Monde, 21 septembre 2023, [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/21/haut-karabakh-comprendre-ce-conflit-centenaire-qui-embrase-les-relations-entre-azerbaïdjan-et-armenie\\_6190359\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/21/haut-karabakh-comprendre-ce-conflit-centenaire-qui-embrase-les-relations-entre-azerbaïdjan-et-armenie_6190359_3210.html).

« L'Arménie et l'Azerbaïdjan s'entendent sur un accord de paix salué par les États-Unis, l'Europe et la Russie. » Le Monde, 14 mars 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/14/l-armenie-et-l-azerbaïdjan-s-entendent-sur-un-accord-de-paix-salue-par-les-etats-unis-et-l-europe\\_6580955\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/14/l-armenie-et-l-azerbaïdjan-s-entendent-sur-un-accord-de-paix-salue-par-les-etats-unis-et-l-europe_6580955_3210.html).

« L'Azerbaïdjan et l'Arménie s'entendent sur un accord de paix. » La Croix, s. d. Consulté le 30 mars 2025, <https://www.la-croix.com/international/l-azerbaïdjan-et-larmenie-sentendent-sur-un-accord-de-paix-20250313>.

Le monde en cartes, réal. Comprendre le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. YouTube, 2023, <https://www.youtube.com/watch?v=XNYa4azR8z4>.

## [EUROPE] LIVRE BLANC EUROPÉEN : POUR UNE DÉFENSE EUROPÉENNE AUTONOME ?

Barré, Nicolas. « Emmanuel Macron : "L'autonomie stratégique doit être le combat de l'Europe" » . *Les Echos*, 14 avril 2023, [www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/emmanuel-macron-lautonomie-strategique-doit-etre-le-combat-de-leurope-1933493](http://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/emmanuel-macron-lautonomie-strategique-doit-etre-le-combat-de-leurope-1933493).

« Déclaration de la Présidente von der Leyen sur le paquet défense » . *Représentation En France*, 4 mars 2025, [france.representation.ec.europa.eu/informations/declaration-de-la-presidente-von-der-leyen-sur-le-paquet-defense-2025-03-04\\_fr](http://france.representation.ec.europa.eu/informations/declaration-de-la-presidente-von-der-leyen-sur-le-paquet-defense-2025-03-04_fr).

*Défense Européenne : Un Plan De 800 Milliards D'euros Pour « Réarmer L'Europe »* . 5 mars 2025, [www.vie-publique.fr/en-bref/297570-rearm-europe-un-plan-de-800-milliards-deuros-annonce](http://www.vie-publique.fr/en-bref/297570-rearm-europe-un-plan-de-800-milliards-deuros-annonce).

Liboreiro, Jorge. « Bruxelles rebaptise son plan "Rearm Europe" après des critiques de Rome et Madrid » . *Euronews*, 22 mars 2025, [fr.euronews.com/my-europe/2025/03/21/rome-et-madrid-mecontents-bruxelles-rebaptise-le-plan-rearm-europe](http://fr.euronews.com/my-europe/2025/03/21/rome-et-madrid-mecontents-bruxelles-rebaptise-le-plan-rearm-europe).

*Livre Blanc Pour Une Défense Européenne : Quel Horizon Pour 2030 ?* 20 mars 2025, [www.vie-publique.fr/en-bref/297833-livre-blanc-pour-une-defense-europeenne-quel-horizon-pour-2030](http://www.vie-publique.fr/en-bref/297833-livre-blanc-pour-une-defense-europeenne-quel-horizon-pour-2030).

Réunion Extraordinaire Du Conseil Européen (6 Mars 2025) - Conclusions. 6 mars 2025, [www.consilium.europa.eu/media/1xwg2ki1/20250306-european-council-conclusions-fr.pdf](http://www.consilium.europa.eu/media/1xwg2ki1/20250306-european-council-conclusions-fr.pdf).

Réunion extraordinaire du Conseil européen (6 mars 2025) - Ukraine. 6 mars 2025, [www.consilium.europa.eu/media/hxln2xhu/20250306-ukraine-euco10-25-fr.pdf](http://www.consilium.europa.eu/media/hxln2xhu/20250306-ukraine-euco10-25-fr.pdf).

Tobelem, Boran. « Qu'est-ce que l'autonomie stratégique européenne ; ? » *Touteurope.eu*, 14 mars 2025, [www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/qu-est-ce-que-l-autonomie-strategique-europeenne/#:~:text=Ambition%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne,%C3%A9conomie%20et%20aux%20nouvelles%20technologies](http://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/qu-est-ce-que-l-autonomie-strategique-europeenne/#:~:text=Ambition%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne,%C3%A9conomie%20et%20aux%20nouvelles%20technologies).

Verdes, Juliette. « Livre blanc sur la défense ; : le pari ambitieux de la Commission européenne pour réarmer l'Europe » . *Touteurope.eu*, 19 mars 2025, [www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/livre-blanc-sur-la-defense-le-pari-ambitieux-de-la-commission-europeenne-pour-rearmer-l-europe](http://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/livre-blanc-sur-la-defense-le-pari-ambitieux-de-la-commission-europeenne-pour-rearmer-l-europe).

*White Paper for European Defence Readiness 2030*. 19 mars 2025, [defence-industry-space.ec.europa.eu/document/download/30b50d2c-49aa-4250-9ca6-27a0347cf009\\_en?filename=White%20Paper.pdf](http://defence-industry-space.ec.europa.eu/document/download/30b50d2c-49aa-4250-9ca6-27a0347cf009_en?filename=White%20Paper.pdf).

## [EUROPE] ALLEMAGNE : LE BUNDESTAG TOUT JUSTE CONSTITUÉ, BERLIN RÉFORME SA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET DE DÉFENSE

Ex-Airbus-Chef will Drohnenarmee für Europa: „Niemand braucht eine F-35“, <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/unternehmen/ex-airbus-chef-will-drohnenarmee-fuer-europa-niemand-braucht-eine-f-35-110357292.html> , 16 mars 2025, consulté le 27 mars 2025.

Schuldenpaket: Darüber stimmt der Bundestag ab, <https://www.faz.net/aktuell/politik/schuldenpaket-darueber-stimmt-der-bundestag-ab-110361812.html> , 18 mars 2025, consulté le 27 mars 2025.

Strategische Souveränität: Von Frankreich lernen, <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/strategische-souveraenitaet-von-frankreich-lernen-110377030.html> , 26 mars 2025, consulté le 27 mars 2025.

Allensbach-Umfrage: Wie sich die Deutschen wegen Trump von Amerika entfremden, <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/allensbach-umfrage-wie-sich-die-deutschen-wegen-trump-von-amerika-entfremden-110381243.html> , 27 mars 2025, consulté le 27 mars 2025.

Cave Damien et Erlanger Steven, « Rattled by Trump, America's Allies Shift to Defense Mode », The New York Times, 27 mars 2025 p.

Germain Jérôme, « La politique budgétaire allemande pendant la crise actuelle: entre poursuite de la relance et retour à l'orthodoxie », Gestion & Finances Publiques, 2 juillet 2021, vol. 3, no 3, p. 43-48.

Tankersley Jim, « Germans Agree to Borrow More for Military, in Sharp Response to Trump », The New York Times, 4 mars 2025 p.

Tankersley Jim et Schuetze Christopher F., « Germany Is Lifting a Foot Off Its 'Debt Brake.' Here's Why. », The New York Times, 18 mars 2025 p.

« Les Allemands, orphelins du protecteur américain, prêts à prendre en main leur défense », 26 mars 2025 p.  
Allemagne: qu'est-ce que la « règle d'or »?, <https://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/note-reactive-allemande-2012-1>, consulté le 27 mars 2025.

L'Allemagne, nouveau moteur de la défense européenne? | Ifri, <https://www.ifri.org/fr/audio/lallemagne-nouveau-moteur-de-la-defense-europeenne>, consulté le 27 mars 2025.

National accounts, domestic product, <https://www.destatis.de/EN/Themes/Economy/National-Accounts-Domestic-Product/node.html>, consulté le 27 mars 2025.

Suche und Suchergebnisse - FAZ.NET, <https://www.faz.net/suche/>, consulté le 27 mars 2025.

Trump Wants Europe to Defend Itself. Here's What It Would Take. - The New York Times, <https://www.nytimes.com/2025/03/07/world/europe/europe-self-defense-trump.html>, consulté le 27 mars 2025.

US military in Germany: What you need to know - DW - 02/29/2024, <https://www.dw.com/en/us-military-in-germany-what-you-need-to-know/a-49998340>, consulté le 27 mars 2025.

World Bank Open Data, <https://data.worldbank.org>, consulté le 27 mars 2025.

## **[INDOPACIFIQUE] : INDONÉSIE, L'INCERTITUDE POLITIQUE ET FISCALE QUI RAPPELLE LA CRISE DE 1998**

*Le Monde. En Indonésie, le climat actuel marqué par une incertitude politique et fiscale rappelle la crise de 1998. Le Monde, 26 mars 2025,*

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/03/26/en-indonesie-le-climat-actuel-marque-par-une-incertitude-politique-et-fiscale-rappelle-la-crise-de-1998\\_6586419\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/03/26/en-indonesie-le-climat-actuel-marque-par-une-incertitude-politique-et-fiscale-rappelle-la-crise-de-1998_6586419_3234.html).

Sénat. La crise économique asiatique : Conséquences pour l'Indonésie. Rapport d'information n° 457 (1997-1998), présenté par M. Xavier de Villepin, 8 juill. 1998. Sénat, [https://www.senat.fr/rap/r97-457/r97-457\\_mono.html](https://www.senat.fr/rap/r97-457/r97-457_mono.html).

Visualiser la corruption. La roupie de l'Indonésie tombe au plus bas niveau depuis la crise financière asiatique. 2025, [https://www.visualiserlacorruption.fr/la-roupie-de-lindonesie-tombe-au-plus-bas-niveau-depuis-la-crise-financiere-asiatique/?utm\\_source=chatgpt.com](https://www.visualiserlacorruption.fr/la-roupie-de-lindonesie-tombe-au-plus-bas-niveau-depuis-la-crise-financiere-asiatique/?utm_source=chatgpt.com).

## [INDOPACIFIQUE] PHILIPPINES : RETOUR SUR L'AFFAIRE DUTERTE

« Accusé de crimes contre l'humanité, Rodrigo Duterte a été remis à la CPI ». *France 24*, 12 mars 2025, <https://www.france24.com/fr/asia-pacifique/20250312-philippines-crime-contre-humanit%C3%A9-rodrigo-duterte-cpi-la-haye-drogue-meurtres>.

Case Information Sheet - The Prosecutor v. Rodrigo Roa Duterte, *Cour pénale internationale*, <https://www.icc-cpi.int/philippines/duterte>.

Chambers, Paul. « A Precarious Path: The Evolution of Civil-Military Relations in the Philippines ». *Asian Security*, vol. 8, no 2, mai 2012, p. 138-63, <https://doi.org/10.1080/14799855.2012.686254>.

David, MéliSSa. « Philippines: pourquoi l'ex-président Rodrigo Duterte fait-il face à la justice internationale ? » *Courrier international*, 22 mars 2025, [https://www.courrierinternational.com/video/video-philippines-pourquoi-l-ex-president-rodrigo-duterte-fait-il-face-a-la-justice-internationale\\_229041](https://www.courrierinternational.com/video/video-philippines-pourquoi-l-ex-president-rodrigo-duterte-fait-il-face-a-la-justice-internationale_229041).

Dissenting opinion of Judge Perrin de Brichambaut and Judge Lordkipanidze, *Cour pénale internationale*, 18 juillet 2023, <https://www.icc-cpi.int/court-record/icc-01/21-01/25-77-opi>.

Hall, Rosalie Arcala. « Hobbesian Flirtation and Viral Entanglements: Shifts in Philippine Civil-Military Terrain under the Duterte Administration ». *Southeast Asian Affairs*, 2022, p. 293-306, <https://www.jstor.org/stable/27206752>.

Kine, Phelim. « Philippine President Rodrigo Duterte's "War on Drugs" ». *Harvard International Review*, vol. 38, no 3, 2017, p. 24-27, <https://hir.harvard.edu/rodrigo-duterte-war-on-drugs/>.

Lopez, Eloisa. « Supporters and Detractors of Philippines' Duterte Rally on His 80th Birthday ». *Reuters*, 28 mars 2025, <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/supporters-detractors-philippines-duterte-rally-his-80th-birthday-2025-03-28/>.

« Rodrigo Duterte: The Provocative but Popular Philippine Strongman ». *BBC News*, 29 juin 2016, <https://www.bbc.com/news/world-36659258>.

*Statement of the Prosecutor of the International Criminal Court, Fatou Bensouda, on Opening Preliminary Examinations into the Situations in the Philippines and in Venezuela*, *Cour pénale internationale*, 8 février 2018, <https://www.icc-cpi.int/news/statement-prosecutor-international-criminal-court-fatou-bensouda-opening-preliminary-0>.

*Statut de Rome de la Cour pénale internationale*, 1998, <https://www.icc-cpi.int/publications/core-legal-texts/rome-statute-international-criminal-court>.

## [PROCHE ET MOYEN ORIENT] EN IRAK, LE PROJET DE MODIFICATION LÉGISLATIVE DE LA LOI SUR LE STATUT PERSONNEL DE 1959, UN RISQUE DE REcul POUR LES DROITS DES FEMMES ?

Ali Hiyam, « réformes de la loi sur le statut personnel en irak : institutionnalisation du confessionnalisme et menace pour les droits des femmes », *Centre français de recherche sur l'Irak*, 11 octobre 2024, <https://cfri-irak.com/article/reformes-de-la-loi-sur-le-statut-personnel-en-irak-institutionnalisation-du-confessionnalisme-et-menace-pour-les-droits-des-femmes-2024-10-11>

« background on women's status in iraq prior to the fall of the saddam hussein government », *Human rights news*, novembre 2003, <https://www.hrw.org/legacy/backgrounder/wrd/iraq-women.htm>

Cryer, « les crimes dits d'honneur », *Rapport de la commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes*, 7 mars 2003, <https://assembly.coe.int/nw/xml/xref/x2h-xref-viewhtml.asp?fileid=10068&lang=fr>

Hassan tirana, « Iraq, events of 2023 », *Human right watch - world report 2024*, 2024, <https://www.hrw.org/world-report/2024/country-chapters/iraq#49dda6>

« Iraq: reject changes to personal status law which would allow child marriage and further entrench discrimination », *Amnesty*, 10 octobre 2024, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2024/10/iraq-reject-changes-to-personal-status-law-which-would-allow-child-marriage-and-further-entrench-discrimination/>

« Les femmes prises au piège de la violence en irak », *Amnesty international*, 20 avril 2009, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2009/04/atrapadas-violencia-mujeres-irak-20090420/>

MacDonald, Alex. "Iraq: Revised 'Sectarian' Law That Raised Fears over Child Marriage Passed without Vote." *Middle East Eye*, 21 Jan. 2025, [www.middleeasteye.net/news/sectarian-law-potentially-allowing-child-marriage-passed-without-vote-iraq](http://www.middleeasteye.net/news/sectarian-law-potentially-allowing-child-marriage-passed-without-vote-iraq).

Macdonald Alex, « Protests across iraq against 'sectarian' law that may allow child marriage », *middle east eye*, 9 août 2024, <https://www.middleeasteye.net/news/protests-iraq-law-sectarian-allow-child-marriage-may>

Seigneur, Margaux. « En irak, le parlement adopte une proposition de loi susceptible de légaliser le mariage des enfants. » *Le Monde*, 25 janvier 2025, [www.lemonde.fr/international/article/2025/01/25/en-irak-le-parlement-adopte-une-proposition-de-loi-susceptible-de-legaliser-le-mariage-des-enfants\\_6515872\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2025/01/25/en-irak-le-parlement-adopte-une-proposition-de-loi-susceptible-de-legaliser-le-mariage-des-enfants_6515872_3210.html).

Seigneur Margaux, « In iraq, a bill could legalize child marriage », *Le Monde*, 14 août 2024, [https://www.lemonde.fr/en/international/article/2024/08/14/in-iraq-a-bill-could-legalize-child-marriage\\_6715073\\_4.html](https://www.lemonde.fr/en/international/article/2024/08/14/in-iraq-a-bill-could-legalize-child-marriage_6715073_4.html)

Van de Poël, Moïra. « Irak : un nouveau projet de loi met en péril les droits des enfants et l'égalité des sexes », *Humanium*, 19 novembre 2024, <https://www.humanium.org/fr/irak-un-nouveau-projet-de-loi-met-en-peril-les-droits-des-enfants-et-legalite-des-sexes/>

## **[PROCHE ET MOYEN ORIENT] LE PRIX DE L'INFORMATION : ÊTRE REPORTER À GAZA**

Admn\_Iris. « Gaza : l'urgence humanitaire malgré le cessez-le-feu ». *IRIS*, 22 janvier 2025, <https://www.iris-france.org/gaza-lurgence-humanitaire-malgre-le-cessez-le-feu/>

Omer, Nimo. « Friday briefing : How Gaza is becoming the deadliest conflict zone for journalists ». *The Guardian*, 28 mars 2025, [www.theguardian.com/world/2025/mar/28/friday-briefing-how-gaza-is-becoming-the-deadliest-conflict-zone-for-journalists](http://www.theguardian.com/world/2025/mar/28/friday-briefing-how-gaza-is-becoming-the-deadliest-conflict-zone-for-journalists)

Deux journalistes bombardés à Gaza : "Si vous lisez ceci, cela signifie que j'ai été tué". (2025b, mars 25). *Courrier International*. <https://www.courrierinternational.com/article/medias-deux-journalistes-bombardes-a-gaza-si-vous-lisez-ceci-cela-signifie-que-j-ai-ete-tue> 229156

---. « Qui est Hossam Shabat, journaliste d'Al-Jazeera tué alors qu'il couvrait la guerre Israël-Hamas à Gaza ». *Le HuffPost*, 25 mars 2025, [www.huffingtonpost.fr/international/article/qui-est-hossam-shabat-journaliste-d-al-jazeera-tue-alors-qu-il-couvrait-la-guerre-israel-hamas-a-gaza\\_247894.htm](http://www.huffingtonpost.fr/international/article/qui-est-hossam-shabat-journaliste-d-al-jazeera-tue-alors-qu-il-couvrait-la-guerre-israel-hamas-a-gaza_247894.htm)

Aguesse, Léo. « Qui est Hossam Shabat, journaliste palestinien d'Al Jazeera tué dans une frappe israélienne à Gaza ? » *leparisien.fr*, 24 mars 2025, [www.leparisien.fr/international/israel/qui-est-hossam-shabat-journaliste-palestinien-dal-jazeera-tue-dans-une-frappe-israelienne-a-gaza-24-03-2025-BENVLR3UNDB3DVUHSXRUXSWII.php](http://www.leparisien.fr/international/israel/qui-est-hossam-shabat-journaliste-palestinien-dal-jazeera-tue-dans-une-frappe-israelienne-a-gaza-24-03-2025-BENVLR3UNDB3DVUHSXRUXSWII.php)

« Video : Al Jazeera journalist injured while reporting on Israeli attack » . Al Jazeera, 20 novembre 2024, <https://www.aljazeera.com/program/newsfeed/2024/11/20/video-al-jazeera-journalist-injured-while-reporting-on-israeli-attack>

Chaabane, Hussein. « Hossam Shabat From Northern Gaza : Resistance in the Time of Genocide » . Legal Agenda, 26 mars 2024, [english.legal-agenda.com/hossam-shabat-from-northern-gaza-resistance-in-the-time-of-genocide](https://www.english.legal-agenda.com/hossam-shabat-from-northern-gaza-resistance-in-the-time-of-genocide)

Zerrouky, Madjid. « A Gaza, un journaliste d'Al-Jazira victime d'une frappe : "Si vous lisez ceci, cela signifie que j'ai été tué" » . Le Monde, 25 mars 2025, [www.lemonde.fr/international/article/2025/03/25/a-gaza-un-journaliste-d-al-jazira-victime-d-une-frappe-si-vous-lisez-cest-ce-la-signifie-que-j-ai-ete-tue\\_6585996\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/25/a-gaza-un-journaliste-d-al-jazira-victime-d-une-frappe-si-vous-lisez-cest-ce-la-signifie-que-j-ai-ete-tue_6585996_3210.html)

UNESCO. (2025, mars 31). La Directrice générale de l'UNESCO condamne le meurtre du journaliste Hossam Shabat en Palestine. UNESCO. <https://www.unesco.org/fr/articles/la-directrice-generale-de-lunesco-condamne-le-meurtre-du-journaliste-hossam-shabat-en-palestine>

Hussein, Mohamed A., et Hanna Duggal. « Know their names : The Palestinian journalists killed by Israel in Gaza » . Al Jazeera, 7 janvier 2025, [www.aljazeera.com/features/longform/2024/12/31/know-their-names-the-palestinian-journalists-killed-by-israel-in-gaza](https://www.aljazeera.com/features/longform/2024/12/31/know-their-names-the-palestinian-journalists-killed-by-israel-in-gaza)

ynet news. « IDF unmasks eliminated Al Jazeera journalist as Hamas terrorist » . Ynetnews, 25 mars 2025, [www.ynetnews.com/article/ry4b1glpke](https://www.ynetnews.com/article/ry4b1glpke)

Berkane, Louise. « Journalistes tués à Gaza : douze médias internationaux unis pour enquêter et poursuivre le travail des reporters palestiniens - Forbidden Stories » . Forbidden Stories, 27 mars 2025, [forbiddenstories.org/fr/journalistes-tues-gaza-medias-internationaux-enquete](https://forbiddenstories.org/fr/journalistes-tues-gaza-medias-internationaux-enquete).

Caranta, Mattéo. « Le "Gaza Project" de Forbidden Stories, enquête sur les journalistes ciblés par l'armée israélienne » . France Culture, 14 septembre 2024, [www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/recits-d-enquete/recits-d-enquete-chronique-du-samedi-14-septembre-2024-3795266](https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/recits-d-enquete/recits-d-enquete-chronique-du-samedi-14-septembre-2024-3795266)



# SOURCES IMAGES

## **[AFRIQUE]LIBYE : TENSIONS POLITIQUES, CRISES MIGRATOIRES ET MENACES SUR LES DROITS HUMAINS**

Wikimédia Commons / Copyright : Aerra Carnicom / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:CGI\\_Libya\\_Flag.png](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:CGI_Libya_Flag.png)

## **[AFRIQUE] MAROC-ALGÉRIE : L'EAU, NOUVEL ÉPICENTRE D'UN VIEUX CONFLIT ?**

Map Maroc = Wikimédia Commons / Copyright : EdDakhla / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flag\\_map\\_of\\_Morocco.svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flag_map_of_Morocco.svg)

Map Algérie = Wikimédia Commons / Copyright : Marcin\_n / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flag\\_map\\_of\\_Algeria.svg?uselang=fr](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flag_map_of_Algeria.svg?uselang=fr)

## **[AMERIQUE DU NORD] TENSION ENTRE LE GROENLAND ET LES ÉTATS UNIS**

Source : Wikimédia commons / Copyright : Samhanin / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Coat\\_of\\_arms\\_of\\_Greenland\\_%28Old\\_version%29.svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Coat_of_arms_of_Greenland_%28Old_version%29.svg)

Source : Wikimédia commons / Copyright : Gage Skidmore / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:J.\\_D.\\_Vance\\_%2853809189811%29\\_%28cropped%29.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:J._D._Vance_%2853809189811%29_%28cropped%29.jpg)

## **[AMERIQUE DU NORD] L'OPPOSITION AMÉRICAINE FACE À DONALD TRUMP : UNE VOIX ÉTOUFFÉE ET UN LEADERSHIP AFFAIBLI DANS UN CLIMAT POLITIQUE FRACTURÉ**

Source : Wikimédia Commons / Copyright : U.S. Congress / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Al\\_Green\\_Official\\_\(cropped\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Al_Green_Official_(cropped).jpg)

Source : Wikimédia Commons / Copyright : United States Congress / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Elissa\\_Slotkin,\\_official\\_portrait,\\_116th\\_Congress.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Elissa_Slotkin,_official_portrait,_116th_Congress.jpg)

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Office of the Governor of California / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Gavin\\_Newsom\\_-\\_2020-09-09.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Gavin_Newsom_-_2020-09-09.jpg)

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Franmarie Metzler; U.S. House Office of Photography / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Alexandria\\_Ocasio-Cortez\\_Official\\_Portrait.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Alexandria_Ocasio-Cortez_Official_Portrait.jpg)

## **[AMERIQUE DU NORD] ESCALADE DES TENSIONS ENTRE LES REBELLES HOUTHIS ET LES ÉTATS-UNIS**

Wikimédia Commons / Copyright : CIA World Factbook site/ Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Yemen\\_map\\_%281990-2000%29.gif](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Yemen_map_%281990-2000%29.gif)

## **[AMÉRIQUE LATINE] L'ÉTAT D'URGENCE DÉCLARÉ À LIMA**

Wikimédia Commons / Copyright : Hushunku / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Peru\\_-\\_Regions\\_and\\_departments\\_%28labeled%29.svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Peru_-_Regions_and_departments_%28labeled%29.svg)

Wikimédia Commons / Copyright : Serious Cat / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Lima,\\_Peru\\_-\\_City\\_Buildings\\_01.png](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Lima,_Peru_-_City_Buildings_01.png)

## **[AMERIQUE LATINE] UNE NOUVELLE AUTOROUTE AU COEUR DE L'AMAZONIE**

Source : Wikimédia Commons / Copyright : [Leosanchez2011](#) / 21 juillet 2009 / Utilisation non commerciale / [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Amazonia\\_ecuador.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Amazonia_ecuador.jpg)

## **[AMERIQUE LATINE] L'ARGENTINE CHERCHE UN NOUVEL ACCORD AVEC LE FMI**

Source : Wikimédia commons / Copyright : Haim Zach / Utilisation non-commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Javier Milei February 2024 \(cropped\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Javier_Milei_February_2024_(cropped).jpg)

## **[AMERIQUE LATINE] LE NICARAGUA SE RETIRE DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU**

Source : Wikimédia Common / Copyright : Heraldry / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Nicaragua\\_\(orthographic\\_projection\).svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Nicaragua_(orthographic_projection).svg)

Source : Wikimédia Common / Copyright : Ruiz Carlos / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Daniel Ortega y Rosario Murillo Septiembre 2024.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Daniel_Ortega_y_Rosario_Murillo_Septiembre_2024.jpg)

## **[EURASIE] KIRGHIZISTAN - TADJIKISTAN : UN ACCORD FRONTALIER HISTORIQUE POUR UNE PAIX FRAGILE**

Source: Wikimédia Commons / Copyright : The Presidential Press and Information Office / Lien: <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?search=+Emomali+Rahmon&title=Special%3AMediaSearch>.

## **[EURASIE] L' « ÉTRANGER PROCHE » DE LA RUSSIE : UNE DICHOTOMIE POLITIQUE**

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Администрация президента Украины / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:%D0%9F%D1%80%D0%B5%D0%B7%D0%B8%D0%B4%D0%B5%BD%D1%82\\_%D0%A0%D0%B5%D1%81%D0%BF%D1%83%D0%B1%D0%BB%D0%B8%D0%BA%D0%B8\\_%D0%91%D0%B5%D0%BB%D0%B0%D1%80%D1%83%D1%81%D1%8C\\_%D0%90%D0%BB%D0%B5%D0%BA%D1%81%D0%B0%D0%BD%D0%B4%D1%80\\_%D0%9B%D1%83%D0%BA%D0%B0%D1%88%D0%B5%D0%BD%D0%BA%D0%BE.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:%D0%9F%D1%80%D0%B5%D0%B7%D0%B8%D0%B4%D0%B5%BD%D1%82_%D0%A0%D0%B5%D1%81%D0%BF%D1%83%D0%B1%D0%BB%D0%B8%D0%BA%D0%B8_%D0%91%D0%B5%D0%BB%D0%B0%D1%80%D1%83%D1%81%D1%8C_%D0%90%D0%BB%D0%B5%D0%BA%D1%81%D0%B0%D0%BD%D0%B4%D1%80_%D0%9B%D1%83%D0%BA%D0%B0%D1%88%D0%B5%D0%BD%D0%BA%D0%BE.jpg)

Source : Wikimédia Commons / Copyright : European Union / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:President Michel meets President of Moldova - 202404 - 01.jpg?uselang=fr](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:President_Michel_meets_President_of_Moldova_-_202404_-_01.jpg?uselang=fr)

## **[EUROPE] LIVRE BLANC EUROPÉEN : POUR UNE DÉFENSE EUROPÉENNE AUTONOME ?**

Source : Wikimedia Commons / Copyright : Dati Bendo / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ursula von der Leyen holds a press conference on COVID variant B.1.1.529 %284%29.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ursula_von_der_Leyen_holds_a_press_conference_on_COVID_variant_B.1.1.529_%284%29.jpg)

Source : Wikimedia Commons / Copyright : Superbass / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:2017-03-26-Pulse of Europe Cologne-0183.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:2017-03-26-Pulse_of_Europe_Cologne-0183.jpg)

Source : Wikimedia Commons / Copyright : France Diplomatie - MEAE / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Intervention du Pr%C3%A9sident de la R%C3%A9publique Emmanuel Macron devant le Parlement europ%C3%A9en President Emmanuel Macron%27s Speech at the European Parliament - 51829446912.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Intervention_du_Pr%C3%A9sident_de_la_R%C3%A9publique_Emmanuel_Macron_devant_le_Parlement_europ%C3%A9en_President_Emanuel_Macron%27s_Speech_at_the_European_Parliament_-_51829446912.jpg)

## **[EUROPE] ALLEMAGNE : LE BUNDESTAG TOUT JUSTE CONSTITUÉ, BERLIN RÉFORME SA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET DE DÉFENSE**

Source : Wikimedia Commons / Copyright : Julian Herzog / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Bundestag\\_v3\\_gimp4\\_50.png](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Bundestag_v3_gimp4_50.png)

Source : Wikimedia Commons / Copyright : Steffen Prößdorf / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:2024-08-21\\_Event,\\_CDU,\\_Wahlkampf\\_mit\\_Friedrich\\_Merz\\_in\\_Erfurt\\_2024\\_STP\\_3111\\_by\\_Stepro.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:2024-08-21_Event,_CDU,_Wahlkampf_mit_Friedrich_Merz_in_Erfurt_2024_STP_3111_by_Stepro.jpg)

## **[INDOPACIFIQUE] INDONÉSIE, L'INCERTITUDE POLITIQUE ET FISCALE QUI RAPPELLE LA CRISE DE 1998**

Source : Wikimédia Commons / Copyright : CEphoto, Uwe Aranas / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Russia-Bangladeshi\\_talks\\_Moscow\\_2013-01-15\\_12.jpeg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Russia-Bangladeshi_talks_Moscow_2013-01-15_12.jpeg)

## **[INDOPACIFIQUE] PHILIPPINES : RETOUR SUR L'AFFAIRE DUTERTE**

Source : Wikimédia Commons / Copyright : GOVJP / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Rodrigo\\_Duterte\\_2019\\_cropped.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Rodrigo_Duterte_2019_cropped.jpg)

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Senator Bong Go / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Bong\\_Go\\_and\\_pro-Duterte\\_protesters\\_doing\\_the\\_fist\\_in\\_2025.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Bong_Go_and_pro-Duterte_protesters_doing_the_fist_in_2025.jpg)

## **[PROCHE ET MOYEN ORIENT] LE PRIX DE L'INFORMATION : ÊTRE REPORTER À GAZA**

Source : Jade Cayzac, 23 mai 2023, Caritas Street, Bethlehem. Palestine.

## **[PROCHE ET MOYEN ORIENT] EN IRAK, LE PROJET DE MODIFICATION LÉGISLATIVE DE LA LOI SUR LE STATUT PERSONNEL DE 1959, UN RISQUE DE REcul POUR LES DROITS DES FEMMES ?**

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Appimage / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Iraq\\_khaliji21.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Iraq_khaliji21.jpg)

Source : Wikimédia Commons / Copyright : M.Hasan Zarifmanesh / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Abdul\\_Latif\\_Rashid\\_2023\\_%28cropped%29.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Abdul_Latif_Rashid_2023_%28cropped%29.jpg)

